

# L'INSULAIRE FRANÇAIS

1842

Il est surtout à remarquer, que, sur cinq accusations d'assassinat, de complicité ou de ten-  
Simon et Pierre Santoni, (de Palneca) à mille, ou tout au moins de reconnaître l'enfant

dix-huit ans,  
d'un assas-  
frère le ban-  
sous les coups  
dit redoutable,  
pour faire naître  
ces jeunes accu-  
sur de simples  
oute preuve pa-  
nel, les hommes  
également pré-  
charge contre ces  
leur un verdict

ommés Serpenti-  
PLICITÉ DE FAUX;  
geli François (de  
graves faites au  
ayant point suffi-  
t les auteurs.

avoir acquis des  
té, il ne s'est ar-  
s considérations,  
excuser un crime  
qui ne l'excusent

ables, et condan-  
Filippini Antoi-  
rosé d'avoir commis  
insulte faite à un  
au quel un soufflet  
voit fait que céder  
nir ne cessait de lui  
monelai, une injure  
entôt vengée par la

la Porta) pour avoir  
sœur: Voici à peu  
necs. Santucci avait  
r de sa sœur de ré-  
bonheur fait à sa fa-

SAMEDI 1<sup>er</sup> JANVIER 1842

Ce Journal paraît tous les Samedis.

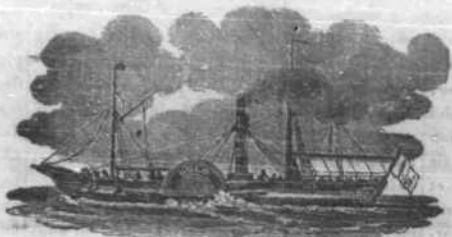
NEUVIÈME ANNÉE, N° 1<sup>er</sup>.

ON S'ABONNE A BASTIA

AU BUREAU DU JOURNAL

A PARIS

A l'Office-Correspondance d'AUGUSTE DE VIGNY et Comp. Place de la Bourse N° 5, où l'on reçoit les annonces pour l'Insulaire Français.



PRIX D'ABONNEMENT

POUR LA CORSE.

POUR UN AN . . . . . 16 fr.  
POUR SIX MOIS . . . . . 8  
POUR TROIS MOIS . . . . . 4  
POUR LE CONTINENT . . . . . 20  
POUR L'ÉTRANGER . . . . . 24

PRIX D'INSERTION.

Diverses . . . . . 40 cent.  
Judiciaires . . . . . 35.

# L'Insulaire Français,

JOURNAL POLITIQUE LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL.

Feuille d'Annonces Légales.

## Bastia.

COUR D'ASSISES DE LA CORSE (4<sup>e</sup> session)  
Présidence de M. le Conseiller Gavini.

Le tableau, de la session qui vient de se terminer, se composait de vingt affaires dont voici la nature.

Accusations d'assassinat . . . . .	3
Tentatives, complicité idem . . . . .	2
Meurtre . . . . .	2
Tentatives idem . . . . .	3
Blessures graves . . . . .	5
Enlèvement, viol, attentat à la pudeur . . . . .	2
Faux . . . . .	1
Vol . . . . .	1
Destruction de lettre de change . . . . .	1

Toutes ces affaires, à l'exception d'une seule, qui a été renvoyée, à la prochaine session, ont été jugées dans un espace de vingt deux jours, et ont présenté le résultat suivant.

Sur vingt quatre accusés, cinq ont été condamnés à la réclusion, quatorze à l'emprisonnement, cinq ont été acquittés.

En général, la gravité de l'accusation qui pesait sur chacun de ces divers accusés, s'est atténuée considérablement dans le cours des débats. Et tout d'abord, la plupart des tentatives dont ces accusés avaient à répondre, n'avaient produit aucun effet, et le jury a trouvé assez d'éléments, dans le plus grand nombre d'entre elles pour pouvoir les déclarer excusables; mais, comme on va le voir, là où il n'existait point d'excuse légale, le jury n'en a point admis; et ce qui prouve combien toutes ces affaires ont été sagement jugées et appréciées par nos jurés, c'est que la cour s'est toujours associée à la pensée qui a dicté chacune de leurs décisions, en n'appliquant jamais le maximum de la peine, que la loi lui permet de prononcer.

Il est surtout à remarquer, que, sur cinq accusations d'assassinat, de complicité ou de ten-

tative d'assassinat, deux seulement ont eu pour résultat une condamnation à une peine infamante; encore le jury a-t-il cru devoir écarter les circonstances aggravantes de la préméditation et de guet-à-pens. Les trois autres ont amené un acquittement, et deux condamnations à dix-huit mois, et à deux ans d'emprisonnement. Est-ce que le crime le plus lâche, et le plus odieux, serait par hasard, celui qui trouverait le plus d'impunité ou d'indulgence, dans la difficulté des preuves, ou dans la gravité même de la peine? non certes; car bien qu'il n'existe souvent, dans les causes de cette nature, que des preuves judiciaires, cependant grâce à la connaissance approfondie que les jurés ont des mœurs du pays, souvent même des personnes qu'il ont à juger, il est rare, qu'avec le tact et la perspicacité dont ils sont si heureusement doués, un coupable, puisse échapper à la vindicte publique. Est-ce donc, que des considérations de personne ou de famille auraient rompu l'équilibre de la balance? bien moins encore, car désormais le jury a donné des preuves infail-  
tibles de la sagesse et de la fermeté avec laquelle, il ne cesse de s'acquitter de la haute et difficile mission que lui est imposée, et dont le résultat, vient à chaque session, donner au pays un nouveau gage de sa prospérité.

Les verdicts que le jury a prononcés dans cette session, ne font que rendre un nouveau témoignage à l'esprit de justice, d'intelligence, et d'indépendance qui anime nos magistrats citoyens, car leur justice a protégé le malheur et la faiblesse, et a frappé les coupables, quelque fût leur condition, quelque fût le motif qui les avait poussés au crime. Nous croyons utile de rappeler ici, ses principales décisions, elles justifieront, encore mieux, nos observations sur l'ensemble de cette session.

Sur vingt affaires, deux seulement n'ont présenté aucune charge et ont eu un résultat entièrement négatif. Ont été acquittés les nommés Simon et Pierre Santoni, frères, (de Palneca) à-

gés l'un de quatorze et l'autre de dix-huit ans, accusés de s'être rendus complices d'un assassinat, qui aurait été commis par leur frère le bandit Malanotte, (aujourd'hui tombé sous les coups de la justice). Le nom de ce bandit redoutable, suffisait sans doute à lui seul, pour faire naître une fâcheuse prévention contre ces jeunes accusés, et pour les faire condamner, sur de simples indices, en l'absence même de toute preuve positive, mais le jury, devant lequel, les hommes sont tous égaux, et les existences également précieuses, ne trouvant aucune charge contre ces accusés, a prononcé en leur faveur un verdict d'acquiescement.

Ont été aussi acquittés, les nommés Serpentine et Giacometti accusés de complicité de faux; Giorgi Mare (de Valle) et Angeli François (de Verdesse) accusés de blessures graves faites au milieu d'une rixe, les débats n'ayant point suffisamment établi qu'ils en fussent les auteurs.

Mais lorsque le jury a cru avoir acquis des preuves suffisantes de culpabilité, il ne s'est arrêté, ni à des motifs, ni à des considérations, qui peuvent, quelquefois, faire excuser un crime aux yeux des hommes, mais qui ne l'excusent point aux yeux de la loi.

Ainsi ont été déclarés coupables, et condamnés à dix années de réclusion, Filippini Antoine-Charles (de St-Laurent) accusé d'avoir commis un assassinat pour venger l'insulte faite à un vieillard son proche parent, au quel un soufflet avait été donné. L'accusé n'avait fait que céder aux reproches du vieillard, qui ne cessait de lui répéter, que s'il eût été jeune comme lui, une injure aussi sanglante, aurait été bientôt vengée par la mort de son auteur.

Santucci Pierre-Paul, (de la Porta) pour avoir donné la mort à l'amant de sa sœur: Voici à peu près, dans quelles circonstances. Santucci avait souvent supplié le séducteur de sa sœur de réparer par le mariage le deshonneur fait à sa famille, ou tout au moins de reconnaître l'enfant



qui était le fruit de ses œuvres ; mais ses supplications étaient toujours restées sans effet. Un jour, se trouvant assis, et manches de chemise, sur le seuil de sa maison, il voit passer celui qu'il considère comme l'image vivante de son deshonneur, et qui semble le regarder d'un air dédaigneux ; à cette vue transporté de colère et de vengeance, il retire chez lui, prend un fusil, et le décharge sur son ennemi qui tombe mortellement frappé.

Dans ces deux affaires, le jury, comme nous l'avons dit plus haut, a écarté la préméditation et le guet-apens, et a admis en faveur des accusés des circonstances atténuantes. Jadis on voyait, quelquefois, dans des cas semblables admettre même la provocation, non qu'elle existât en fait, mais pour épargner l'infamie à celui qui n'avait fait qu'obéir à un puissant motif d'honneur. Aujourd'hui le jury comprend que le véritable honneur ne saurait s'allier avec le crime, le jury comprend, que pour guérir cette trop grande susceptibilité, qui n'appartient jamais aux pays bien civilisés, et qui, chez nous, pousse quelquefois encore avec tant de facilité, certains hommes, au crime, il faut que la justice désavoue entièrement ce faux point d'honneur, qui consiste à attenter aux jours de son semblable, et pour désavouer de tels principes, il faut avant tout sévir avec vigueur contre les coupables. Voilà comment les jurés comprennent aujourd'hui le but de leur mission, qui n'est rien moins que de perfectionner les mœurs de leur pays.

Les mêmes observations s'appliquent aux autres accusations sur lesquelles le jury a eu à se prononcer, et dans la solution desquelles le système de la provocation a presque toujours prévalu ; mais le jury l'a énergiquement repoussé là où elle ne paraissait point exister, et où le besoin d'une sévère répression parlait à leur raison, plus haut que leurs sentiments d'humanité ne parlaient à leur cœur.

Généralement les accusés se persuadent, que s'ils parviennent à se réconcilier avec leurs adversaires, ou que, si leurs complices n'ont été condamnés qu'à une peine légère, la justice se trouve par là même en quelque sorte désarmée, et que la société n'aura plus un compte sévère à leur demander, car d'après eux, la société ne saurait réclamer plus de réparation, qu'il ne plait à l'offense d'en demander.

C'est sous l'empire de ces fausses idées, et de cet espoir qui trompe, bien souvent, plus d'une attente, que s'était constitué Mathieu Ciavaldini (de Valle) accusé d'avoir commis une tentative de meurtre sur la personne d'un homme qu'il croyait être un des auteurs de la mort de son frère, qui avait péri, quelque temps auparavant, dans une circonstance fortuite et malheureuse. Réconcilié avec celui qu'il avait offensé, et qui n'avait échappé, que par le plus grand des miracles à une mort certaine, Mathieu Ciavaldini espé-

rait que le jury prendrait en considération la perte douloureuse qu'il avait faite, son repentir, sa réconciliation avec son ennemi, et qu'à ces divers titres, il lui épargnerait l'infamie. Mais le jury strict observateur de la loi, a repoussé le système de la provocation invoquée par l'accusé, et qui n'existait point en fait dans la cause.

Galli Antoine, accusé d'avoir pris part à la mort du frère de Mathieu Ciavaldini, dont nous venons de parler, a été aussi condamné à dix années de réclusion. Cependant les complices de Galli, au nombre de six, (il y en avait eu douze mis en prévention), avaient été jugés à la précédente session, et l'un d'eux seulement avait été condamné à deux années d'emprisonnement. Ce verdict avait été universellement approuvé ; il s'agissait en effet d'une rencontre malheureuse qui avait eu lieu la nuit, sans aucune préméditation. Plusieurs coups de feu avaient été tirés, et un homme avait été tué de part et d'autre, sans qu'on ait pu reconnaître d'où les premiers coups étaient partis. L'accusé Galli avait donc lieu d'espérer que le système admis par les précédents jurés en faveur de son complice, prévaudrait également pour lui, et disons le, ce système était très soutenable, puisque non seulement il avait été impossible de reconnaître l'auteur du coup de feu qui avait donné la mort à Ciavaldini, mais il pouvait même se faire, qu'au milieu de la profonde obscurité qui régnait dans cette nuit, ce malheureux jeune homme, eût été victime d'une funeste méprise. Néanmoins le jury, de cette session, a déclaré Galli coupable de complicité de meurtre, sans provocation, et la Cour a condamné l'accusé à dix ans de réclusion.

Le jury a eu aussi à se prononcer sur une accusation de faux qui a été résolue affirmativement.

Un autre genre de crimes, assez rares parmi nous, un enlèvement suivi de viol, et un attentat à la pudeur, sont venus changer un instant la nature des débats, qui se déroulent ordinairement devant notre cour d'assises. Le jury a encore témoigné de son respect pour les mœurs, et de l'inviolabilité des personnes, en reconnaissant la culpabilité de l'accusé. Marochelli (d'Ucdiana) l'auteur du viol, a été condamné à six années de réclusion, la femme Julie Pompeani complice d'enlèvement, à dix-huit mois de prison, et Paul André Prunets auteur d'un attentat à la pudeur à cinq années d'emprisonnement.

Une seule accusation de vol s'est présentée dans le cours de cette session, encore l'accusé était-il étranger. La Cour ne l'a condamné qu'à un an de prison.

Comme on le voit, par ce court exposé, qui résume les affaires les plus importantes qui ont été jugées dans le cours de cette session, le jury a consciencieusement et fidèlement rempli ses devoirs. Ses verdicts ont reçu la sanction publique, et la Corse en conservera, à ces hommes,

amis de leur pays, une reconnaissance d'autant plus vive, qu'ils se sont efforcés, dans toutes leurs décisions de maintenir cet esprit d'unité et de corps, qui seul peut préserver l'homme des influences étrangères, et de ses propres erreurs. C'est en effet cet esprit de corps, qui unit tous les juges entre eux, les rend comme un seul juge, et qui fait que les jurés de chaque session, examinant le résultat des travaux de leurs prédécesseurs, se montrent jaloux de mériter comme eux le respect et la confiance, dont les bons citoyens honorent ceux qui s'acquittent en hommes probes et libres, d'une mission d'autant plus noble et plus puissante, qu'elle est gratuite, et qu'après l'opinion publique, elle ne relève que de Dieu seul, et de leur conscience.

Aujourd'hui, il n'est aucun de nos jurés, qui ne comprenne qu'appelé à juger ses concitoyens, à prononcer sur leur honneur et leur liberté, il remplit la plus délicate et la plus importante des charges publiques, et que le pays a droit de reviser ses décisions, tous comprennent la dignité de leur mission, car ils savent qu'ils sont l'élite du pays, dont ils représentent les idées et les progrès ; que de leur décision doivent dépendre la sécurité, le repos et la fortune des citoyens ; c'est pourquoi ils apportent une si religieuse attention dans les débats qui leur sont soumis. M. Blanqui, dont nous citons toujours l'opinion avec plaisir, dit que nulle part, il n'a vu des jurés plus pénétrants, plus graves et plus recueillis que les jurés corses. Cet éloge si flatteur et si mérité, sorti de la plume d'un des premiers publicistes de France, qui est venu au milieu de nous pour décrire nos mœurs et notre caractère, afin de mieux apprécier notre état et nos besoins sociaux, cet éloge que nous aimons à rappeler ici, est le meilleur hommage que l'on puisse rendre au zèle et à l'intelligence de nos jurés.

Ajoutons que déjà un des effets les plus salutaires et les plus sensibles de l'institution du jury en Corse, a été d'inspirer un respect tel à la masse de la population, que ces verdicts sont presque toujours reçus comme l'oracle de la vérité de la part de ceux-là même qu'ils frappent. Il y a aujourd'hui en Corse, un très petit nombre de ces prévenus qu'on appelle bandits ; parce que tous ces hommes qui ont eu le malheur de commettre un crime, confians dans leurs juges, se lièrent d'eux-mêmes entre les mains de la justice, certains d'être jugés selon leurs œuvres, sans faiblesse, mais aussi sans cet excès de rigueur, qui jadis faisait, de tout homme coupable d'un crime, un bandit redoutable. N'est-ce point là la plus sûre garantie de l'utilité et de l'excellence d'une bonne législation ? N'est-ce point là la preuve, que les décisions du jury sont marquées au coin de la sagesse, que sa magistrature a acquis le respect et l'amour de tous ; n'est-ce point là la preuve que le progrès est certain, que l'institution est devenue nationale, qu'elle répond aux

besoin du pays qui a placé à elle toute sa confiance ?

C'est à nos magistrats qu'il appartient de maintenir et de seconder cette heureuse impulsion, en faisant tarir un des vices qui s'opposent le plus à une entière et sûre distribution de la justice, nous voulons parler de faux témoignages dont nous avons encore vu des exemples déplorables, et que la cour elle-même a reconnus et flétris avec cette justice et cette impartialité qui distinguent nos magistrats. Il n'y a, nous ne saurions trop le répéter, qu'une sévère et utile répression, qui puisse effacer des mœurs de notre pays ce mal hideux contre lequel le tems seul n'est point un remède.

Une commission présidée par M. le Baron Taylor et composée en grande partie d'hommes de lettres et d'artistes au nombre desquels figurent MM. de Balzac, Léon Gozlan, Pître Chevalier, Charlet peintre vient de se réunir pour élever un monument à la mémoire de notre compatriote Ottavi dont les journaux de Paris ont annoncé la mort prématurée. M. Ottavi, outre le grand avenir qui l'attendait comme orateur, était un des écrivains des plus distingués et les plus honorables de la presse périodique. Nous ne doutons pas que les nombreux appréciateurs de son caractère et de son beau talent ne s'empressent de rendre un dernier hommage à sa mémoire. La commission de Paris a désigné pour la représenter en Corse MM. Conti et Braccini avocats à Ajaccio ; Fida, Ollagnier et Mulredo avocats à Bastia et Manfredi, médecin. Les souscriptions seront reçues au bureau de notre journal qui publiera la liste des souscripteurs.

M. Rossi, colonel du 49<sup>e</sup> régiment de ligne actuellement en garnison en Corse, vient d'être promu au grade de maréchal de camp. Le nom de son successeur n'est pas encore connu.

Nous avons attendu, pour mettre sous presse, l'arrivée du courrier de France. Celui-ci est parvenu ce matin, dimanche, à Bastia, par la voie d'Ajaccio. Le vent du nord a empêché le bateau de doubler le cap et il a été relâché à Ajaccio. Le vent ayant faibli, le bateau a pu reprendre la mer, et il est entré ce matin, dimanche, dans notre port, à midi.

Cette nuit un commencement d'incendie qui aurait pu avoir des suites graves, a éclaté dans une maison de la place des terrasses. C'est dans une cheminée qu'on croyait abandonnée, qu'a éclaté cet incendie qui, au milieu de la nuit, aurait pu s'agrandir facilement. Heureusement qu'on s'en est aperçu à temps et les habitants de cette maison ont été assez heureux pour neutraliser, dès son début, ce commencement d'incendie.

#### NÉCROLOGIE.

Une population nombreuse se pressait le 18 de ce mois dans un hameau de la commune de Luri ; elle accompagnait avec un pieux recueillement un homme de bien à sa dernière demeure. M. Antoine-Marie Ginseppi, habile et intrépide navigateur dans sa jeunesse, fut appelé pendant la république à l'emploi de juge de paix par le suffrage unanime de ses concitoyens. Il occupa ces fonctions que plus tard, plusieurs années après, lorsqu'elles lui eurent été de nouveau conférées sous l'empire. Chéri et vénéral de ses

justiciables comme un père, il conciliait tous les plaideurs qui se présentaient à son tribunal.

Entré dans la vie privée, il s'adonna tout entier à l'agriculture ; la province du Cap-Corse lui doit la propagation du mûrier et des meilleurs variétés d'arbres à fruit qu'il faisait venir à grands frais du continent. Il fut nommé en 1833 membre du conseil d'arrondissement.

Il était le bienfaiteur du pauvre ; jamais carrière plus longue ne fut mieux remplie. Quoique âgé de quatre-vingt-huit ans, il avait conservé même pendant la maladie à laquelle a succombé l'usage de toutes ses facultés intellectuelles, on admirait son grand sens, la lucidité de ses réponses, sa pieuse résignation au moment, où il annonçait lui-même que sa fin était prochaine. Le souvenir de ses modestes vertus vivra à jamais dans la commune où il a laissé de si profonds regrets. (Communiqué).

#### AFFAIRE QUENISSET.

Arrêt de la Cour de Pairs.

Voici les conclusions de l'arrêt de la Cour des Pairs, en ce qui touche les différents accusés : Quenisset est déclaré coupable du crime d'attentat contre la vie des princes.

Colombier, Brazier (Just), Auguste Petit, Jarrasse, Dufour, Boggio, Napoléon Mallet, Boucheron, sont déclarés coupables de complicité de l'attentat.

Les précédents, Launois, Dupoty, Razin, sont déclarés coupables du crime de complot contre la sûreté de l'Etat.

Sont condamnés : Quenisset, Colombier et Brazier, à la peine de mort ;

Petit, Jarrasse et Dufour, à la déportation ; Boggio et Mallet, à 15 années de détention.

Boucheron et Launois, à 10 années id.

Dupoty et Razin, à 5 années id.

Les six derniers seront, après l'expiration de leur peine, pendant toute leur vie, sous la surveillance de la haute police.

Prioul, Charles Martin, Fougeray, Bouyer et Considère sont acquittés.

Tous les accusés déclarés coupables sont condamnés solidairement aux frais du procès.

— On lit dans le Constitutionnel du 25.

M<sup>rs</sup> Paillet, Baroche et Blot-Lequesne, avocats de Quenisset, Colombier et Brazier, se sont présentés hier chez M. le garde-des-sceaux, pour le prier de mettre sous les yeux du Roi le recours à la clémence royale des trois condamnés à mort. Dans cette entrevue, M. Martin (du Nord) a fait connaître aux défenseurs que le conseil des ministres ne s'était pas encore occupé de la résolution à prendre par suite de l'arrêt de la cour des pairs, et il leur a donné l'assurance que l'arrêt ne serait mis à exécution, ni le lendemain 24, ni le jour de Noël, ni dimanche.

— On assure que les trois avocats sont allés ensuite chez les trois princes contre lesquels était dirigé l'attentat du 13 septembre.

— Les condamnés à la déportation et à la détention ont été extraits samedi matin de la prison du Luxembourg pour être transférés, les uns au Mont-Saint-Michel, les autres, et notamment Dupoty, à Doullens. Boucheron est encore à la prison du Luxembourg.

#### Nouvelles Diverses.

— Par ordonnances individuelles, datée du 25 décembre 1841, et contresignées par M. le président du conseil, ministres secrétaire d'Etat de la guerre, le Roi a élevé à la dignité de pair de France :

MM. Bergeret, vice-amiral ; comte Saugnot (Arthur), membre titulaire de l'Institut ; vicomte de Bondy, ancien préfet ; Boullet, premier président de la cour royale d'Amiens ; baron Bougoing, ministre plénipotentiaire ; baron de Bustière (Edmond), ministre plénipotentiaire, comte Charbonnel, lieutenant-général ; De Chastellier, ancien maire de Nîmes, ancien député ; baron Dufour, maire de Metz, président du conseil général du département de la Moselle ; Ferrier, président du conseil général du département du Nord ; vicomte de Flavigny, membre d'un conseil général ; Franck-Carré, premier président de la cour royale de Rouen ; de Gasco, président de la cour des comptes ; baron Gourgaud, lieutenant-général ; chevalier Inubert, membre titulaire de l'Institut ; Lesergeant de Bayenghem, ancien député, président du conseil général du département du Pas-de-Calais ; comte de Murat, ancien député, ancien préfet ; baron d'Oberlin, ancien député ; vicomte Palloport, lieutenant-général ; comte de Saint-Priest (Alexis), ministre plénipotentiaire.

— On assure que le conseil-d'état vient de décider que le préfet de police, comprenant parmi ses attributions celles relatives à la police municipale, une partie de son traitement et de celui de son secrétaire-général doit être mise à la charge de la ville de Paris.

— D'après le tableau de la situation commerciale de 1841, le nombre des faillites est à celui des commerçants comme 5 à 100 ; en 1839, il n'était que comme 2 à 100 ; et en 1840 comme 3 1/2 à 100. Ainsi, depuis deux ans, le nombre des faillites a été en progressant de près de moitié. Depuis 1830, on n'avait pas encore signalé une situation commerciale aussi triste.

— Le nombre des ouvriers mineurs en Belgique est de 38 à 40,000, et l'on calcule que les accidents en enlèvent au delà 100 tous les ans.

ALGERIE. — Le général Changarnier a dirigé une razzia contre les tribus de Chérif, de Banzouya et de Sidi-Moussa, auxquelles appartiennent les maraudeurs qui dévalent les environs de Boufarick. 6 hommes tués, 107 prisonniers, un luitin de 40 fusils, 18 bêtes de somme, 57 bœufs, 250 moutons et 300 chèvres ont été le résultat de ce coup de main. Deux jours après, on a renouvelé la même punition, qui a produit 43 prisonniers et un nouveau butin.

La colonne de 5,000 hommes qui doit occuper Mascara, est partie le 3 de Mostaganem sous les ordres du général Lamoricière, avec un immense convoi d'effets et d'approvisionnements de toutes sortes.

On a appris au moment où l'on se mettait en marche que le pare des bestiaux de Mascara venait d'être enlevé par les Arabes.

— On écrit d'Oran à la date du 4, que l'autorité du kalifa d'Abdel-Kader, Bon-Hamed, est totalement méconnue dans l'Ouest. On assure qu'une des grandes tribus du Sud-Ouest de Tlemcen lui a pris 500 chameaux chargés d'armes, de munitions et de vivres, et qu'il a été forcé de se réfugier dans les montagnes du sud avec un petit nombre de cavaliers et de fantassins à sa solde.

Le Beylick de Tlemcen a donné des marques non équivoques de ses bonnes dispositions à l'égard des Français lors de l'expédition du général Levasseur sur le Rio-Salado. L'appel de Bon-Hamed n'eut aucun succès, même auprès des tribus pillardes des environs de Tlemcen qui repoussèrent une attaque dirigée contre eux à raison de leur refus de marcher contre les Français.

— Le général Négrier, dont le nom est désormais inséparable de notre colonie d'Afrique, a été nommé lieutenant-général par ardonnance du 18 novembre.



# L'INSULAIRE FRANÇAIS.

— Une lettre de Constantinople, en date du 27 novembre, annonce que le fils de Walter Scott, qui était attaché à l'ambassade de M. Mac Neil en Perse, est mort à Téhéran. Les fatigues d'un long voyage, jointes à une indisposition antérieure, ont amené une fièvre à laquelle il a succombé quelques jours après son arrivée à Téhéran.

— L'ouverture de l'Opéra Italien à Constantinople a eu lieu le 10 novembre. Une foule considérable se pressait dans la salle. L'on a débuté par la Norma, de Bellini, jouée par M<sup>lle</sup> Giulietta Maggi, prima donna et contralto, et pour basso, le sieur Saverio Giorgio. Son principal défaut, c'est de n'avoir pas malheureusement de voix. L'orchestre quoique encore incomplet, est assez bon; les costumes sont passables. Quant aux décors, ils sont tout ce que l'on peut attendre de mieux pour ce pays.

— Les feuilles publiques de la haute Italie se plaignent d'une persistance de mauvais temps, telle que depuis longtemps on n'en a pas vu d'exemple. La Gazette de Milan signale chaque jour la non-arrivée des journaux français, à cause de l'interception des communications dans le Midi de la France et l'Italie septentrionale. Le même fléau afflige aussi le midi de l'Italie, et le journal du royaume des deux-Siciles signale de déplorables accidents dont a été affligée l'Abruzzo intérieure par le débordement des eaux du Sangro.

— Samedi matin, d'épais brouillards ont pesé par intervalles sur Londres. On a été obligé d'allumer les flambeaux et les gaz dans presque toutes les maisons.

— La commission nommée pour faire un choix parmi les modèles de monuments pour le tombeau de Napoléon, après avoir réduit le nombre des concurrents à 80, puis à 19 puis à 4, a finalement reconnu qu'aucun des projets présentés ne pouvait convenir. Elle s'est, dit-on, déterminée à proposer au ministère un concours sur de nouvelles données.

— Un événement affreux s'est passé dans l'intérieur d'une diligence de Toulon à Marseille. Un nommé Charles Machet, atteint de monomanie, et qui se figure être en butte aux persécutions de tous ceux qui l'approchent, a frappé d'un coup de poignard mortel un de ses compagnons de voyage, nommé Blaise Potronier, auquel il supposait l'intention de l'empoisonner. M. Luizon, lieutenant au 49<sup>e</sup> de ligne, qui se trouvait en troisième dans la voiture, se jeta sur l'insensé furieux pour l'empêcher de redoubler, et reçut lui-même dans la lutte à la tempe un coup qui, heureusement, n'occasionna qu'une légère blessure. Le gendarme s'est saisi du dangereux monomane, qui a été conduit à Marseille.

— On écrit du département de l'Eure, 9 décembre :

« Le temps que nous avons depuis quelques semaines est vraiment désespérant : chaque jour nous apporte des flots de pluie. Depuis bien des années on ne se souvient pas d'avoir eu une fin d'automne si humide. Tous les bas fonds de nos campagnes sont inondés, toutes nos rivières débordent et des torrents de pluie continuent de nous menacer d'une inondation nouvelle. Il y a à craindre pour les blés qu'une prompt gelée ne les saisisse en ce moment, ils se trouveraient pris dans la glace. »

— Nous lisons dans le Madras-United Gazette : « La veuve d'un riche brahmine vient de se brûler vive sur le bûcher de son mari. Trois mille personnes étaient accourues à ce spectacle. La victime s'avança au milieu de cette foule jusqu'à l'endroit où le bûcher était élevé; quand elle y

eut pris place, elle demanda à tenir sur ses genoux la tête du défunt; mais cette faveur lui fut refusée, et on la contraignit à se coucher à côté du cadavre; les brahmines lui demandèrent alors si elle était bien décidée à accomplir le sacrifice, et si elle se sentait la force suffisante; sur sa réponse affirmative, ils l'attachèrent à un poteau, de peur que, dans l'agonie des souffrances, elle n'essayât de s'échapper; après quoi on mit le feu jusqu'au dernier moment un courage surhumain; on l'entendit seulement, du milieu des flammes, qui l'étouffaient, pousser quelques cris déchirants et bientôt tout fut fini. »

Le journal anglais ajoute que cet acte d'atroce superstition a eu lieu à Jaulna, sur le territoire de Nizam, et par conséquent hors des possessions de l'Angleterre. (L'Union catholique.)

M. Joseph-Louis Luciani conjointement à M. Jean Luciani et M. Vincent Giuliani de Muro, arrondissement de Calvi vont adresser une demande à M. le garde des sceaux ministre secrétaire d'état au département de la justice et des cultes, afin que le dit Sieur Joseph-Louis soit autorisé à changer de nom, et prendre à l'avenir le nom Giuliani, destiné, comme il est à habiter la maison et à représenter l'honorable famille Giuliani par les liens du sang.

Chez les FRÈRES FABIANI, à Bastia.

## BIBLIOTHÈQUE-CHARPENTIER,

ou  
COLLECTION DES MEILLEURS OUVRAGES  
FRANÇAIS ET ÉTRANGERS, ANCIENS ET MODERNES.  
à 3 fr. 50 cent. le volume.

DE BALZAC.

Physiologie du Mariage, 1 vol. — Scènes de la Vie privée, 2 vol. — Scènes de la vie de province, 2 vol. — Scènes de la Vie parisienne, 2 vol. — Le père Goriot, 1 vol. — La Peau de Chagrin, 1 vol. — La Recherche de l'Absolu, 1 vol. — Eugénie Grandet, 1 vol.

MADAME DE STAËL.

Corinne, 1 vol. — Delphine, avec préface de Saint-Beuve, 1 vol.

CASIMIR DELAVIGNE.

Messéniennes et Poésies diverses, 1 vol. — Théâtre complet, 3 vol.

OUVRAGE DE CHOIX.

Œuvres du comte Xavier de Maistre, 1 vol. — Essais sur l'Histoire de France, par Guizot, 1 vol. — Œuvres de la comtesse de Souza, 1 vol. — Physiologie du goût, par Brillat-Savarin, 1 vol. — La Gastronomie, poème, par Berchoux, 1 vol. — De l'Éducation des Mères de famille, 1 vol. — Poésies de Millavoie, 1 vol. — Poésies d'Antoine de Latour, 1 vol.

## BIBLIOTHÈQUE D'ÉLITE.

Publiée par CHARLES GONSELIN, à 3 fr. 50 c. le volume.

Alex. Dumas. — Impressions de Voyage, 2 vol. — Théâtre complet 3 vol. — Adrien de Sarrasin. — Le Caravansérail, Contes nouveaux et Nouvelles nouvelles 1 vol. — Alph. de Lamartine. — Voyage en Orient, 2 vol. — Arnould et Fournier. — Sirènes, 1 vol. — Eugène Sue. — Romans et Nouvelles maritimes 2 vol. — Arthur, 2 vol. — Frédéric Soulié. — Le Magnétiseur, 1 vol. — Le Conseiller d'Etat, 1 vol. — Le Comte de Toulouse, 1 vol. — Le Vicomte de Bezières, 1 vol. — Sathaniel, 1 vol. — Mémoires du Diable, 3 vol. — Michel Masson. — Les Contes de l'atelier, 2 vol. — X. Saintine. — Piccola, 1 vol. — Scribe. — Proverbes et Nouvelles, 1 vol. — Homère. — L'Iliade et l'Odyssée, 1 vol. — Le Camoëns. — Les Lusiades, 1 vol. — Le Tasse. — La Jérusalem délivrée, 1 vol. — Goethe. — Les deux Faust, Ballades, etc. 1 vol. — Sheridan. — Œuvres complètes, 1 vol. — Thomas Moore. — Chants d'œuvres poétiques, 1 vol. — Bibliophile Jacob. — Lettres d'Héloïse et d'Abelard, 1 vol. — Bérault de Verville. — Le moyen de parvenir, etc. 1 vol. — Franklin. — Mémoires complets, Œuvres morales et littéraires, 1 vol. — Chefs d'œuvre du théâtre espagnol, 1 vol.

## MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA

Du 25 au 31 décembre 1841.

### ARRIVÉES.

Gênes. bouf, Jésus-Marie, c. Baossa, div. m. Toulon. bateau à vapeur Var, c. Cuneo, dep. Livourne. bat. à v. Pozzodiborgo, c. Valzi, pass. deux dépar.

Lavagna. goélette St-Joseph, c. Nicolin, ardoises Macinaggio. gondole, Cœur de Jésus, c. Delandini, vin.

Macinaggio. gondole, Vierge des Carmes, c. Torre, vin.

### DÉPARTS.

Toulon. b. à vap. Var, c. Cuneo, dépêches. Livourne. bat. à vapeur Pozzodiborgo, c. Valzi.

### VENTS QUI ONT RÉGNÉ À BASTIA

du 1<sup>er</sup> Janvier 1841, au 31 décembre compris :

Nord. . . 68 jours. — Sud. . . 74 jours.  
N. E. . . 17 idem. — S. O. . . 26 idem.  
Est. . . 2 idem. — Ouest. . . 53 idem.  
S. E. . . 94 idem. — N. O. . . 23 idem.  
Jours de pluie. 61. — idem de neige. 5.  
Jours de houle dans le port. . . 81.  
Idem de grosse mer. . . 2.

Le Gérant N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FABIANI.

Prix de la Boîte 4 fr. (Port en plus)  
**CAPSULES DE MOTHES**  
BAUME DE COPAHU pur, liquide, sans odeur ni saveur.  
Ces capsules sont destinées à préserver les vêtements de la destruction des mites, et à empêcher l'infestation des vêtements par les mites. Elles sont composées d'un baume de copahu pur, liquide, sans odeur ni saveur, et d'un principe actif qui agit sur les mites. Elles sont destinées à être placées dans les vêtements, et à être renouvelées régulièrement.

SAMEDI 8 JANVIER 1842.

ON S'ABONNE À BASTIA

AU BUREAU DU JOURNAL

À PARIS

À l'Office-Correspondance d'AUGUSTE DE VIGNY et Comp. Place de la Bourse N° 5, où l'on reçoit les annonces pour l'Insulaire Français.

Ce Journal paraît tous les Samedis.



NEUVIÈME ANNÉE, N° 2.

PRIX D'ABONNEMENT  
POUR LA CORSE.

POUR UN AN . . . . . 16 fr.  
POUR SIX MOIS . . . . . 8  
POUR TROIS MOIS . . . . . 4  
POUR LE CONTINENT . . . . . 20  
POUR L'ÉTRANGER . . . . . 24

PRIX D'INSERTION.

Diverses . . . . . 40 cent.  
Judiciaires . . . . . 35.

# L'Insulaire Français, JOURNAL POLITIQUE LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL. Feuille d'Annonces Légales.

## Bastia.

COUP D'ŒIL SUR LE PASSÉ ET SUR L'AVENIR  
DE LA CORSE.

Voici bientôt neuf ans que l'Insulaire a été fondé pour prendre la défense des intérêts de la Corse, qui se trouvaient, chez nous, sans représentants officiels, sans appui public. Pendant ce long espace de temps il n'est pas une question importante, concernant l'avenir de notre pays, qui n'ait été abordée et traitée par nous, non pas une fois, mais à diverses reprises; en même temps qu'elle était chaudement défendue à Paris, soit auprès du gouvernement, soit dans les Chambres par les députations de la Corse, et chose triste à dire, il n'est pas une de ces questions que nous n'ayons encore à traiter, à examiner de nouveau et sur laquelle nous ne soyons condamnés à appeler encore l'attention du gouvernement. Cela est si vrai, que nous pourrions nous borner à reproduire, sur tel ou tel objet, nos articles d'il y a cinq, six, huit ans et ces articles, si vieux aujourd'hui par leur date, auraient encore le mérite si bon de la nouveauté, au moins celui de l'a propos. Ainsi il y a huit ans que nous demandions un port vaste et commode pour Bastia et aujourd'hui nous en sommes réduits à formuler la même réclamation : seulement elle est devenue plus urgente que jamais, et plus que jamais aussi la solution de cette question semble ajournée indéfiniment. Il y a huit ans que nous réclamions, dans l'intérêt de l'agriculture et de l'industrie, dans l'intérêt de la santé et de l'existence des habitants de la Corse, le dessèchement des marais et aujourd'hui cette réclamation si impérieuse, nous avons à la représenter de nouveau. Des études ont été faites à cet égard, des projets ont été arrêtés, des devis proposés, mais tout cela, par une fautille incompréhensible, en est resté là et les habitants de Calvi, de St-Florent, de Bastia, de Portovecchio, d'Aléria, etc. en sont encore à se demander si leur existence ne vaut pas la peine d'entrer en ligne de compte avec les faibles dépenses qu'on ferait pour assainir des portions importantes de la Corse. Il y a huit ans que nous poursuivions la division de la Corse en deux départements; chaque année le Conseil général du département, fidèle organe en cela des besoins du pays, sollicite cette importante amélioration et chaque année ces sollicitations sont à refaire, avec la seule perspective de rester aussi infructueuses que celles des années précédentes. Nous pourrions multiplier ces exemples à l'infini.

Il nous suffit de citer ces quelques faits pour montrer ce qui nous reste à faire, ce qui nous reste à obtenir.

Dépendant nous ne voulons ni ne pouvons être injustes envers le gouvernement de Juillet. Bien des fois, durant ces huit ans, nous avons eu à signaler sa généreuse et infatigable intervention pour la prospérité de la Corse. Durant ces huit ans des millions nous ont été prodigués, des routes nouvelles ont été étudiées, classées, commencées; des travaux importants ont été entrepris dans différents ports de notre littoral de près de cent cinquante lieues de tour; des réglemens de douanes, plus favorables à notre commerce d'exportation ont été rendus, en même temps que nous n'avons eu qu'à nous louer presque toujours de l'action des directeurs des douanes, qui se sont succédés ici, et qui ont su, presque tous, concilier les exigences fiscales de leur service avec les intérêts du commerce; des efforts sérieux ont été faits pour améliorer l'état de l'instruction primaire et secondaire; la Corse, à vu enfin, après trente quatre ans d'attente, se réaliser les généreuses intentions de Paul par l'ouverture de l'École de Corte, que notre conseil général a complétée en y créant de nouvelles chaires et qu'il faut espérer voir recevoir enfin une organisation plus complète; un Collège royal, appelé à exercer une si grande influence sur notre Ile lui a été accordé, il y a quatre ans; certes voilà des bienfaits que nous ne pouvons oublier et qui témoignent de tout l'empressement que le gouvernement de Juillet a mis à réparer le long oubli dont nous avons été victimes pendant plus de soixante ans. Et cependant tout n'est point achevé; il nous reste à demander beaucoup et à demander précisément ce que nous demandions avant l'époque où l'Insulaire prenait la parole pour la première fois!

Il faut au moins que le passé nous serve à quelque chose. Nous avons beaucoup obtenu, parce que nous avons beaucoup sollicité et nous n'avons beaucoup sollicité que parce que nos besoins étaient immenses et que l'état d'abandon dans lequel on nous avait laissé pendant trois quarts de siècle, voulait et devait obtenir enfin une réparation quelque tardive qu'elle fut. Ne nous laissons donc point aller au dégoût que nous pourrions éprouver en voyant quelques unes de nos réclamations les plus urgentes être restées si longtemps sans être écoutées. Ne nous abandonnons point et nous finirons par obtenir le redressement de tous nos griefs, la satisfaction de tous nos besoins.

Ce qui doit au reste nous encourager à cet égard, c'est que la Corse, pendant cette période de temps, ne s'est point endormie, c'est que partout des progrès sensibles se sont accomplis, progrès qui en présagent d'autres et qui prouvent au gouvernement que nous savons mériter la bienveillance et la justice qu'on a voulu avoir pour nous. Notre population s'est accrue et à Bastia par exemple, le chiffre du recensement de 1833 était à peine de 12,000 âmes, celui de 1841 s'est élevé à plus de 15,000. C'est donc, en moins de huit ans, une augmentation de plus de trois mille âmes, chiffre considérable et qui atteste le développement de l'activité de notre ville. Le commerce de la Corse s'est également accru, comme le témoignent les états comparatifs des recettes des douanes de 1834 et de 1841. Et dites vous que les routes nouvelles n'ont que peu contribué à cette accélération des affaires, car ces routes ne sont point terminées et ne sont encore qu'à l'état de tronçons non encore reliés les uns aux autres. Toute cette activité commerciale s'est donc manifestée par ses propres forces et malgré les obstacles qu'elle avait à vaincre.

Si nous entrons dans un autre ordre de faits, nous aurons d'autres progrès non moins sensibles à signaler. La vie politique, dont on nous avait tenu si long-temps éloignés, s'est naturalisée chez nous, presque sans efforts, malgré les craintes exagérées que concevaient de bonne foi ou de parti pris certains esprits moroses, trouvant plus facile de nous calomnier que de nous apprécier. L'institution du Jury, qu'on nous refusait aussi impitoyablement, comme devant, disaient-ils, assurer l'impunité du crime, l'institution du Jury s'est implantée chez nous et, en peu d'années, y a jeté de profondes et solides racines et a convaincu d'erreur à notre égard les esprits pessimistes qui nous excluaient du profit de toute idée de justice et de progrès moral. La sécurité a pu revenir dans certains cantons; le nombre des bandits a été diminué et la paix finira enfin par rentrer partout, quand on sera convaincu par tout que la justice doit suffire à tout à tous: que notre jury, si impartial et si éclairé, et nous pouvons le redire tout haut, car c'est un fait acquis aujourd'hui, continue son œuvre difficile et consciencieuse et la force finira par résister à la loi, au droit sur la violence et sur les intérêts particuliers qui veulent se substituer à l'intérêt général.

On le voit donc, il ne faut ni désespérer, ni regarder la partie comme perdue. Sans doute il y a beaucoup d'obstacles de la part des hommes et de la part des choses. Les intentions du gou-



vernement n'ont pas toujours été bien compris, bien secondés par ses agents les plus directs. On s'est quelquefois un peu plus préoccupé de son intérêt personnel que de l'intérêt général : quelque fois aussi des changements trop fréquents ont porté le trouble, l'incertitude et de trop nombreuses variations dans les plans arrêtés : ce qui a manqué surtout à notre pays, ainsi que nous le disions, il y a quelque temps, c'est une vue d'ensemble qui aurait permis, en jetant un coup d'œil de haut, de systématiser les travaux à entreprendre en Corse et de les diriger tous vers un même but commun. On a travaillé un peu trop au hasard, au decouci ; l'horizon qu'on embrassait était toujours trop étroit et on a appliqué à notre pays des règles infaillibles, excellentes ailleurs, mais qui ne lui convenaient en aucune façon. De là, des erreurs graves, des fautes qui persisteront longtemps sur notre pays ; mais cependant il y a encore du remède et, pour notre part, nous ne cessons de faire entendre nos réclamations et le moment viendra où elles seront entendues : notre cause est trop bonne, elle est trop celle de l'avenir pour qu'elle soit abandonnée ou qu'elle échoue.

Si maintenant, bornant notre vue retrospective à la seule année, qui vient de finir et à la ville de Bastia, nous aurons aussi des faits importants à enregistrer, des espérances à accueillir. La *Traversa* a peu près achevée à donné aux particuliers les moyens d'élever de nouvelles constructions qui contribueront à embellir et à enrichir notre ville. Le quai, le long de la mer, a été entrepris et poussé avec quelque activité, si l'on prend en considération le petit nombre d'ouvriers dont on peut disposer et la difficulté de se procurer des matériaux convenables ; les constructions du Collège royal, commencées enfin sérieusement, au mois de juillet, ont été poussées avec assez de zèle pour faire espérer de les voir enfin complètement achevées dans quatre ou cinq mois : en même temps que ce nouvel établissement créera pour notre ville et pour notre département, et peut-être aussi pour l'influence française sur l'Italie, une nouvelle espèce d'activité, il rendra, par son inauguration à notre ville une partie de ses fonds ordinaires que réclament si impérieusement d'autres besoins. En outre le plan de la ville, qui a subi tant d'épreuves et excité tant de réclamations paraît enfin arrivé à sa dernière épreuve, celle de l'approbation du Ministre de l'Intérieur. Et cependant nous voyons avec peine l'adoption qui semble avoir été faite du plan qui consiste à dépecer en terrains de construction la place Louis-Philippe : opération désastreuse pour la ville, ainsi que nous l'avons prouvé à diverses reprises. Protestons donc jusqu'au bout contre cette idée funeste et espérons que le Ministre de l'Intérieur ne voudra pas sanctionner de son approbation une décision semblable. Quoiqu'il en soit, il importe qu'une solution soit donnée et cette solution, que nous demandons, nous aussi, aura au moins pour résultat d'activer les travaux de constructions qu'on prépare de tous côtés, qu'on a commencées sur plusieurs points et qui donneront à notre ville une physionomie nouvelle.

En finissant nous formerons un souhait, et par le tenu qui court, c'est presque une obligation : nous demanderons à la police un peu plus d'activité, un peu plus de surveillance. Nous lui dirons tout bas, qu'on se plaint, qu'on murmure. Nous entrons précisément dans un temps où son action doit devenir plus vigilante ; on elle doit se multiplier. Qu'elle agisse donc et les bons citoyens lui en auront une grande reconnaissance. Elle peut compter que leur appui et leur approbation ne lui manqueront pas. En voilà plus qu'il n'en faut pour l'encourager à s'acquitter avec

persévérance de ses devoirs, que nous savons être difficiles et pénibles, mais qui précisément n'en sont que plus nécessaires pour le repos et la tranquillité publiques.

## BULLETIN DES TRAVAUX DES CHAMBRES.

L'ouverture de la session de 1841 a eu lieu le lundi 27 décembre dernier. Nous reproduisons plus bas le discours prononcé par le roi. Ce discours net et précis pour les questions qui doivent surtout occuper les chambres. Les chemins de fer y occupent la première place. Constatons aussi l'importante et énergique déclaration du cabinet relativement à Alger qui, ainsi que le dit le discours du trône, doit rester désormais et pour toujours française.

Le lendemain la chambre a nommé son président. Une intrigue assez maladroitement ourdie, et qui avait pour but de diviser la majorité de l'année dernière a entièrement échoué. M. Sauzet a été nommé président de la chambre. Il a obtenu 193 voix sur 306 votants. 64 voix appartenant en grande partie à l'opposition de la gauche se sont prononcées pour M. de Lamarine. M. Odillon Barrot n'a obtenu que 45 voix. Ce commencement de la session est donc significatif et fait espérer que la majorité saura rester unie et compacte. La formation des bureaux en est une nouvelle preuve sur 18 nominations les conservateurs en ont obtenu 17.

(Par la voie de Livourne).

Dans sa séance du 29 décembre, la chambre des députés a procédé à la nomination des vice-présidents. Ont été nommés sur 288 votants, majorité absolue 145, MM. Dufaure 246 voix, Jacquemont 176, Calmon 172 et Bignon 151. Tous ces candidats étaient portés par le ministère. Le scrutin pour le choix des secrétaires n'a donné de résultat que sur MM. Galus et Boissy d'Anglas, portés également par le ministère. Un scrutin de ballottage a dû avoir lieu le lendemain pour la nomination des deux derniers secrétaires.

Deux des condamnés à mort dans l'affaire Quézisset, Colombier et Just Brazier, ont fait des révélations qui ont nécessité des arrestations et un supplément d'instruction.

Samedi dernier un bâtiment de guerre Toscan est entré dans le port de Bastia. Ce bâtiment, très petit au reste, est venu pour prendre deux individus accusés d'assassinat et dont l'extradition avait été demandée à notre gouvernement par la Toscane.

Nous avons aussi notre hiver assez rigoureux. La semaine dernière a été marquée par des pluies presque continuelles et le Libeccio, comme de coutume, s'est mis à souffler, avec violence, lundi soir. De plus il nous a amené une assez forte quantité de neiges dont le Pigno et les montagnes environnantes sont couvertes en ce moment. Le vent en passant par dessus ces montagnes, s'y refroidit et nous apporte une température très peu habituelle pour nous. Aussi avons nous eu, cette semaine, des jours d'un froid sérieux et qui nous met à l'échelon du mauvais temps qui règne avec tant de persévérance sur le Continent. Par compensation nous pourrions au moins espérer avoir les mois de Février et de Mars plus beaux que l'année dernière.

Le comité de lecture du second théâtre français, vient de recevoir un drame en cinq actes et en vers de M. Edouard d'Anglemont. Cette pièce empruntée à l'histoire de la Corse sera représentée prochainement.

Il y a quelque temps nous avons annoncé que la bibliothèque communale, transférée rue Napoléon, maison Giraud, était ouverte au public tous les jours de la semaine, excepté les jeudis et dimanches, de 10 à 2 heures. Nous nous empressons d'ajouter que le bibliothécaire, toujours disposé à faire ce qui peut favoriser l'étude prolongée de deux heures l'ouverture de la bibliothèque, quand le concours des lecteurs paraît réclamer cette prolongation.

La Compagnie Valerj, qui a fait déjà un voyage par mer à Ajaccio, en recommence un second le 25 de ce mois. Le *Maréchal Sébastiani* transportera les voyageurs qui se feront inscrire pour cette époque. Le public doit savoir gré à cette compagnie des efforts qu'elle fait pour rétablir les communications directes et commodes entre Bastia et Ajaccio, communications que rendent encore plus difficiles la grande quantité de neiges tombées ces derniers jours sur nos montagnes et qui ont encombrés tout-à-fait les passages déjà si difficiles de la *Poca*.

Ces jours derniers il est arrivé sur le quai du port un accident qui aurait pu avoir des suites très graves. On traînait sur le rivage une gondole chargée de vin, quand une barre du cabestan vient à se briser. Les individus placés aux autres barres, effrayés, abandonnèrent ses barres et la gondole pesant de tout son poids sur le cabestan lui imprima un mouvement très accéléré. Une personne, qui se trouvait en ce moment, fut atteinte à la tête par une de ces barres et reçut une terrible blessure qui aurait pu être mortelle. Des soins empressés lui ont été prodigués à l'instant. Avec un peu plus de prudence et de sang froid un accident semblable ne serait point arrivé.

La Corse possède en ce moment peut-être le doyen des fonctionnaires de la France, dans la personne de M. Delacroix archiviste du département. M. Delacroix compte en effet 61 ans, 2 mois et 15 jours de services publics. Il a été pendant 36 ans, 1 mois et 15 jours greffier de tribunal ou de Cour royale et pendant 25 ans 1 mois chef de division de préfecture ou archiviste du département. C'est là une belle carrière utilement remplie.

La mort a fortement éclairci les rangs du clergé Corse pendant l'année qui vient de finir et les ordinations de cette même année ne pourront combler les déficits causés par la mort. 39 membres appartenant au clergé corse sont décédés en 1841, et il n'y a eu cette même année que 30 ordinations de prêtres. Sur ce nombre de 29 ecclésiastiques décédés, tous n'appartiennent pas au diocèse d'Ajaccio. Ainsi, l'abbé Orsini, outre la qualité de prêtre était encore docteur en médecine. L'abbé Colonna, mort à l'âge de 54 ans, était curé de Nanterre près de Paris ; M. Pozzodiborgo, jeune encore, est mort à 23 ans au grand séminaire de Meaux, où il avait reçu récemment l'ordre du Diaconat ; enfin l'abbé Paoli était desservant de Charantiny, diocèse de Sens. Le plus âgé de ces ecclésiastiques était M. le Chanoine Peraldi, du chapitre d'Ajaccio, mort à 87 ans.

Les journaux de la Capitale viennent d'engager une polémique au sujet de la délimitation des forêts domaniales de la Corse. Le *Courrier Français* par un premier article inséré dans sa feuille du 28 novembre dernier, a dénoncé au gouvernement et au pays, les conséquences désastreuses

du système adopté par l'administration forestière, de considérer comme propriété domaniale, tous les bois compris dans le périmètre du sol forestier tel qu'il a été reconnu, il y a deux ans, par un procès-verbal de délimitation provisoire. L'ancien agent délimitateur crut devoir donner des explications sur le but de l'opération à laquelle il avait procédé, et il adressa au même journal une lettre qui fut insérée dans sa feuille du 22 décembre. L'administration a enfin répondu dans un article du *Moniteur* du 28 du même mois qui a été reproduit dans le dernier numéro du *Journal de la Corse*, et le *Courrier Français* y a aussitôt répondu dans sa feuille du 30.

La question soulevée par cette polémique, intéresse à un très-haut degré l'existence et l'avenir d'un grand nombre de populations et l'avenir qui n'est d'autres propriétés que les terrains boisés dont on voudrait les déposséder aujourd'hui au profit de l'Etat ; et il est dès-lors de notre devoir d'appeler l'attention de nos lecteurs sur un objet d'un si grand intérêt. Nous nous bornerons aujourd'hui, à insérer dans nos colonnes, le dernier article du *Courrier Français*, que nous avons reçu au moment même où nous mettions sous presse, mais nous prenons l'engagement de répondre nous-mêmes à l'article du *Moniteur* dans notre prochain numéro, et d'appuyer par une discussion sage et modérée mais énergique, les droits de nos concitoyens ; et nous avons la certitude que le gouvernement de juillet qui a donné notre pays tant de preuves de sa bienveillante sollicitude, et qui est si jaloux de son honneur et de la justification de ses actes, s'empressera de faire cesser le triste état actuel de la propriété forestière de notre île.

Voici l'article du *Courrier Français* :

« Le *Moniteur officiel* essaie enfin de répondre aux reproches que nous avons adressés depuis quelque temps à l'administration générale des forêts, au sujet des prétentions élevées par les agents du domaine dans le département de la Corse. Bien que cet essai de réponse ne nous paraisse, ni pour le fond ni pour la forme, à la hauteur de ce que nous avions droit d'attendre de la justice et des lumières de l'administration, nous croyons devoir y répliquer d'une manière catégorique, dans l'espoir que cette discussion déterminera le gouvernement à répondre de la seule manière convenable et possible les questions délicates que le domaine a soulevées. Il serait vraiment déplorable que quelqu'un prétendit donner une couleur politique ou hostile à un débat de cette nature et de cette importance : nous saurons lui conserver son véritable caractère. Nous avons promis de ne pas laisser une objection sans réponse ; nous espérons que celle qui va suivre sera de quelque poids, car elle se compose surtout de deux arrêts de tribunaux.

« Un mot d'abord sur l'intention qu'on nous a prêtée de signaler aux animosités locales, comme plus à leur portée, les agents de l'administration forestière en Corse. C'est précisément le contraire que nous avons dit dans notre article du 28 novembre. Nous savons très bien que le rôle des subordonnés est d'obéir à leurs supérieurs, et c'est pour cela que nous avons pris à partie ces supérieurs eux-mêmes. On ne demande ja-

mais compte à un soldat de la consigne qu'il exécute. Or, ce que nous reprochions à l'administration des forêts, c'est d'avoir empiété sur les propriétés particulières en Corse, au point d'étendre à 129,000 hectares la superficie des bois de l'Etat, qui n'était, avant la délimitation actuelle et d'après les *sommaires* de l'administration elle-même, que de 21,554 hectares. Quoi donc ! l'Etat aurait été jusqu'ici assez insouciant de ses propres intérêts pour ignorer que les habitants de la Corse avaient usurpé sur le domaine les cinq sixièmes de sa propriété ! En vérité, le simple énoncé d'une telle prétention suffirait pour en démontrer le peu de fondement.

« Mais admettons que l'Etat, ayant reconnu de nombreux empiétements sur son domaine, voulût arriver, ce qui est son droit et son devoir, à une délimitation contradictoire suivie d'abornement, qui mit un terme aux incertitudes de la propriété dans le département de la Corse. Fallait-il qu'il s'emparât tout d'un coup de presque toutes les forêts, en ne laissant, pour consolation aux *expropriés*, que la triste ressource de l'opposition ? Encore, si l'opposition, jointe à la possession antérieure, valait au moins comme titre provisoire à ses yeux ! Mais non, ce que le *Moniteur* ne dit pas, c'est que le fisc, car c'est du fisc en réalité qu'il s'agit ici, a prétendu forcer tous les propriétaires dépossédés à prouver leur droit contre lui-même ; et en attendant, il s'est substitué, sans doute en vertu de l'adage *melior est causa possidentis*, à leurs personnes, et il les fait arrêter par les agents de la force publique lorsqu'ils osent couper un arbre dans les bois dont il leur conteste la propriété. Nul ne sait plus aujourd'hui en Corse s'il est propriétaire ou non des forêts dont ses aïeux ont joui de temps immémorial, et dont il a joui lui-même : le domaine a planté partout des jalons, et partout il a dit : Ceci est à moi ! Voilà ce que nous ne pouvons trouver ni juste ni prudent, en Corse moins qu'ailleurs. Nous l'avons dit, nous le soutenons.

« Sur ce, le *Moniteur* insinue que nous voulons procéder par la menace et la provocation ; mais que le gouvernement à les yeux ouverts et qu'il veille sur les menées des compagnies qui ont acheté en Corse des immeubles litigieux pour spéculer sur l'incertitude du droit domanial. Nous nous hâtons de dire au *Moniteur*, et notre signature en fera foi au bas de cet article, que nous ne sommes ni acheteurs, ni vendeurs en Corse, ni intéressés directement ou indirectement dans aucune compagnie d'exploitation, et nous renvoyons sans colère à son auteur l'imputation de provoquer au crime d'incendie. Cette absurde imputation ne prouve qu'une chose, c'est qu'il est plus aisé d'injurier que de répondre ; mais on est étonné de l'avoir employée comme argument sérieux de la part d'une administration composée d'hommes graves et habitués à la langue des affaires. Chacun sait que de temps immémorial les forêts de la Corse ont été ravagées par des incendies, quelquefois par pure négligence, quelquefois par vengeance : nous n'avons fait qu'énoncer une crainte légitime en signalant le danger qui pourrait résulter d'une plus longue durée du triste état que les prétentions du domaine ont fait en Corse à la propriété forestière. La faute en est-elle aux auteurs du danger ou à ceux qui veulent le conjurer ? Est-ce que si par hasard on brûlait quelques arpent de bois en Corse, nous serions pourquels arpent de bois en Corse, nous serions pourquels arpent de bois en Corse, nous serions pourquels arpent de bois en Corse ?

« Voici maintenant, sur la question de bonne foi dans cette affaire, la sentence rendue par deux jugements de tribunaux contre l'administration des forêts. Nous avons reproché à cette administration des lenteurs interminables, capables d'entraîner la ruine des plaideurs en les forçant d'épuiser les formes judiciaires, aux défendeurs à leurs propres frais contre le fisc agresseur aux frais du trésor public. Le *Moniteur* répond que le seul arrêt jusqu'ici rendu en cette matière a été déféré à la cour de cassation, non par le domaine, mais par ses adversaires. Le *Moniteur* est bien mal informé s'il est sincère, et il nous semble bien peu sincère s'il est bien informé. Nous allons donc lui venir en aide, en citant quelques-uns des considérants des deux jugements rendus par le tribunal civil de Corte le 16 juillet et le 24 novembre dernier. Nous supposons que ces considérants suffiront pour apprendre au public ce que la justice pense en Corse des lenteurs de l'administration forestière.

« Le tribunal de Corte, vu les mémoires produits de part et d'autre, après en avoir délibéré en chambre du conseil.

« Considérant que la cause traîne depuis longtemps devant le tribunal ; qu'elle a été plusieurs fois remise sur la demande du ministère public, organe de M. le préfet, afin de donner à l'Etat le temps de faire les productions qu'il estimait convenables pour le rejet de la demande des parties de M<sup>r</sup> R. ;

« Considérant que malgré tous ces renvois on en est encore à solliciter une nouvelle remise, qui en conséquence il importe à la bonne administration de la justice qui doit être prompt, et qui, en l'espèce, n'est que trop tardive, de statuer sans autre délai sur le différend des parties ;

« Considérant, etc., etc., fait défense à l'Etat et par suite à l'administration forestière de plus troubler à l'avenir les demandeurs dans la propriété, possession, jouissance et libre disposition de ladite vallée ;

« Condamne l'Etat aux frais liquidés à la somme de 217 fr. 35 cent. »

Ce jugement, qui fait honneur à l'indépendance du tribunal de Corte, porte la date du 24 novembre dernier. L'administration ne pouvait pas l'ignorer quand elle nous a fait répondre. Elle n'ignorait pas non plus un jugement du 16 juillet où l'on remarque un considérant non moins digne d'attention et que nous rapportons textuellement :

« Considérant que ce serait préjuger la possession des lieux en litige que d'obliger les riverains à prendre le rôle de demandeur, toujours plus onéreux que celui de défendeur ; qu'en conséquence, l'action en séparation appartenant à l'Etat comme aux propriétaires riverains, il convient de laisser à la partie la plus diligente le soin de prendre l'initiative et de provoquer une décision de l'autorité judiciaire ; que jusque-là, si c'est un devoir pour l'administration forestière de constater tous les délits et contraventions que l'on commet sur les lieux contestés, de faire tous les actes conservatoires pour le maintien des droits de l'Etat, ce n'en est pas moins un pour les tribunaux correctionnels de surseoir à prononcer des peines contre des individus qui ne sont pas encore suffisamment convaincus de les avoir mérités ; qu'il faut donc conclure que ce serait confondre deux espèces distinctes et séparées par leur cause, leurs circonstances et leur résultat, que d'appliquer l'article 182 du code forestier au cas prévu par la section 1<sup>re</sup> du titre III du même code ;

« Attendu enfin que ces considérations doivent d'autant plus fixer l'attention des tribunaux, qu'il est de fait que les forêts royales de la Corse, qui n'étaient jadis que de 21,554 hectares, seraient aujourd'hui, d'après les nouvelles délimitations, de 129,000 hectares, que cette prodigieuse et incroyable augmentation des forêts domaniales dans ce pays ne saurait recevoir la sanction de l'autorité judiciaire qu'après un long et mûr examen ;

« Rar ces motifs, etc. »

« L'administration des forêts nous fera donc l'honneur de reconnaître que ses prétentions en Corse n'ont pas moins excité les préoccupations de la magistrature que celles de la propriété. C'est une chose très grave, assurément, que de jeter l'interdit sur la presque totalité des forêts



BLANQUI AÎNÉ, *Membre de l'Institut.*

\* MESSIEURS LES PAIRS, MM. LES DÉPUTÉS,

• De grandes charges avaient été imposées au pays. Elle ont déjà éprouvé de fortes réductions. J'aurais vivement souhaité que l'équilibre pût être immédiatement rétabli entre les dépenses et les recettes de l'Etat. C'est le résultat que nous devons

Cette lecture est suivie des cris de *Vive le Roi!* partis de l'enceinte où siègent les membres des deux Chambres, et particulièrement des bancs occupés par la Pairie.

---

Chez les FRÈRES FABIANI, à Bastia.

Pour frêt et passage s'adresser au bureau des  
gérants et à Ajaccio chez M. Augustin Forcioli  
frères, négociant.

È stata smarrito nel comune di Ville, cantone di San Martino, una poltra, appartenente al Sig. Andrea Vincenti, di anni tre, pelame rosso, chioma nera, alta un metro e venticinque centimetri. La persona che puole darne recapito è pregata di dirigersi alla seggio del Giornale e sarà ricompensata.

*Le Gérant* N. TARTAROLI

BASTIA. — IMPRIMERIE FABIANI.

[illegible]

A detailed black and white illustration of a steamship, likely a tugboat or a small cargo vessel, navigating through choppy water. The ship features a prominent dark smokestack in the center, from which a thick, billowing plume of dark smoke rises into the sky. The vessel has two masts with complex rigging and several sails. The hull is dark, and the deck is visible with some structural details. The water is depicted with dark, swirling lines, suggesting movement and waves. The overall style is that of a 19th-century engraving or woodcut.

D'UNE PÉTITION POUR LE PORT DE BASTIA.

pétition en question, et en indiquant en même temps le moyen de se procurer cette somme, dans un nombre d'années déterminé, Bastia prouvera au gouvernement combien cette question du port est pour elle une question vitale. Le gouvernement en présence d'un sacrifice aussi onéreux, que la ville consentirait à imposer, ne pourra reculer devant une entreprise, dont il sent lui-même la nécessité, en même temps qu'il sera certain d'obtenir le concours des Chambres qui ne pourront hésiter à nous assurer, disons mieux à aider la Corse et à aider à la satisfaction des véritables intérêts de la France, qui a besoin d'avoir un port vaste et sûr au milieu de la méditerranée et à huit heures des côtes de l'Italie. Nous enfonçons donc dans la véritable voie qui doit nous conduire à voir nos intérêts protégés, nos réclamations si justes écoutées : nous ne doutons pas que cette pétition, qui ouvre pour Bastia une ère nouvelle, si cette pétition est accueillie comme elle doit l'être par tous ses habitants, ne contribue puissamment à amener enfin une prompt solution de cette question du port depuis si longtemps pendante. Nous l'acceptons d'ailleurs avec

- Aidons nous, ayons un peu de patriotisme,
- consentons à nous imposer quelques sacrifices,
- et nous nous en trouverons bien. » Ce n'est qu'un

de cette manière que l'on peut obtenir quelque chose aujourd'hui et dans cette circonstance nous sommes convaincus que le succès ne nous fera pas défaut, si nous agissons énergiquement jusqu'au bout. Imitons les exemples que nous donnont, en ce moment, les départements de l'Est et qui ont offert au gouvernement près de trente millions pour obtenir des chemins de fer. Aujourd'hui l'on ne donne et l'on ne peut donner qu'à ceux qui, profitant plus directement des avantages des travaux publics, consentent à participer directement aussi, pour leur part, à la somme des sacrifices que ces travaux demandent à la caisse commune. C'est chose juste au fond et qui accuse plus vivement l'urgence des besoins, aux quels il s'agit de parer, que ne le feraient les plaintes les plus justes, les réclamations les plus persévérantes. Nous ne pouvons donc qu'accueillir avec empressement la pétition relative au port de Bastia et personne, nous l'espérons ne fera défaut à ce qui, dans ce cas, est un devoir impérieux pour tous, comme il est le moyen le plus simple et le plus efficace de doter Bastia d'un port. Sa prospérité, son avenir sont à ce prix : qui pourrait donc hésiter à assurer cet avenir et cette prospérité, en échange d'un sacrifice momentané et presque insensé au reste?

Nous avons fait connaître dans notre dernier numéro la réponse faite par M. Blanguy à l'article du *Moniteur* du 28 décembre, réponse qui poursuivait la polémique sérieuse qu'il a entamée dans le *Courrier français* au sujet du système inouï adopté par l'administration forestière en Corse. Il est peut-être téméraire à nous de vouloir ajouter à ce qu'a dit le savant économiste qui, malheureusement, n'a pas tenu compte de la situation du bienveillant intérêt qu'il a vu à notre égard, consacré au soutien de nos droits, sa plume exercée et l'autorité de son nom. Mais cette considération cède au devoir qui nous est imposé, au besoin que nous éprouvons de prendre une part active à la lutte engagée pour résister à l'envahissement absolu, violemment tenté par le zèle exagéré de quelques employés du domaine envers toutes nos propriétés forestières. Nous n'hésitons donc pas à fournir le contingent de nos observations sur un si grave objet, en émettant surtout le vœu et en concevant l'espérance de voir continuer par M. Blanguy l'œuvre qu'il a généreusement entreprise.

Le *Moniteur* prétend que tout s'est passé en Corse dans les termes de la légalité et que les agents de l'administration forestière n'ont exercé et n'ont

pu exercer d'autre action que celle imprimée par l'autorité supérieure. S'expliquant ensuite par un raisonnement de théorie générale sur la délimitation qui est précisément le point principal sur lequel porte tout le conflit, ce journal dit plus bas : « qui ne sait qu'une délimitation *contradictoire* est en acte purement administratif, qui ne saurait avoir pour effet de trancher aucune question de propriété? » Or, rien ne prouve plus explicitement que ces paroles combien peu les principes de la légalité et la pensée, les instructions de l'administration supérieure ont été suivis par ses employés dans notre département.

En effet, tandis que le *Moniteur* déclare qu'une délimitation *contradictoire* ne préjuge rien sur les droits de la propriété, le bureau d'Ajaccio soutient que la délimitation faite par M. Racle (délimitation qui n'a point été contradictoire) a eu pour résultat d'assurer au Domaine la possession inébranlable de toutes les forêts énumérées dans les procès-verbaux de cette opération administrative. Un mémoire qui ou nous a communiqué, et rédigé par l'administration en date du 30 octobre 1841, notifié le 4 novembre suivant, relatif à la forêt dénommée la *Radica dell' Ospedali*, porte que, le procès-verbal de délimitation, ou figure cette forêt, ayant été homologué par ordonnance du 1<sup>er</sup> juillet 1839 et la publication de cette homologation ayant été faite par arrêté du Préfet du 9 août 1839, à partir de cette époque il n'a plus été permis à personne d'ignorer que l'Etat était en possession des forêts renfermées dans le périmètre de la délimitation. Ce mémoire, qui est basé d'abord sur l'autre sur ce principe, en tire des conséquences dont voici le précieux résumé : — On ne peut se prévaloir des actes de possession antérieure à la délimitation. — Cependant faut, *en peine de déchéance*, tenter l'action possessoire dans l'année qui suit l'homologation de cette mesure administrative. — En même tems, on ne peut se permettre aucun acte de possession postérieure, car le procès-verbal homologué a pour effet de dépouiller tous les tiers au profit de l'Etat, et de faire déferer par les agents forestiers à la justice répressive des tribunaux correctionnels les délinquants à raison de tout fait d'exploitation, d'usage ou de parcours. — L'opposition insérée au procès-verbal ne préserve pas de ces redoutables résultats. — En un mot et à l'aide de ces anomalies et de ces rigides théories, le bureau d'Ajaccio ne laisse aux malheureux dépouillés par la fatale délimitation que la voie du pétitoire qu'il a l'art encore de rendre illusoire, par la ri-



gueur sur les preuves qui doivent constater la propriété. — Ainsi, dans un autre mémoire relatif à la forêt de la vallée de Balire, un acte du 9 septembre 1784, qui contient la vente de tous les arbres de cette forêt, de la part d'un particulier en faveur d'un autre, (adjudicataire de la marine,) a été traité de *res inter alios acta*; et même des jugements répétés, qui ont itérativement reconnu la propriété au profit d'un tiers plaçant contradictoirement avec les agents forestiers, sont sans caractère, sans efficacité et ne garantissent pas contre la puissance absorbante de la délimitation.

Cette inexorable doctrine est appliquée à l'égard de toutes les réclamations et l'on sait que l'administration forestière, qui ne comptait, comme appartenant au domaine en Corse, que 21,000 hectares de bois, en a compris 129,000 dans les procès-verbaux de mesurage.

S'étonnera-t-on, après cela, des clameurs qui s'élèvent de toute part contre les agents locaux forestiers et que l'alarme, le désordre, la perturbation soient portés au comble? Un acte, non pas même de délimitation proprement dite, mais une espèce de cadastre général, une statistique de toutes les forêts de la Corse, a été dressé. Cette opération n'a aucunement eu pour but de porter la plus légère atteinte aux droits des propriétaires ou possesseurs selon les avis formels imprimés en français et en italien qui ont été répandus, et n'a pas été accomplie pour aborder, mais seulement pour reconnaître le sol forestier du département; c'est ce qu'a expressément déclaré dans sa lettre du 8 décembre adressée au *Courrier* M. Bacle qui a fait tout le travail en sa qualité d'agent délimitateur. — Et voilà que, tout-à-coup, cet acte insignifiant, inoffensif, devient, par l'abus qu'on en fait, une arme perdue et terrible. Le propriétaire qui, confiant dans les assurances données, a laissé passer, tranquille, le cordon géométrique à travers les biens de ses ancêtres ou qui même, vigilant, a fait coucher une opposition, aujourd'hui se trouve inopinément dépossédé. S'il touche à un arbre, s'il ose couper une branche pour réparer sa chaumière, malheur à lui! On le traduit correctionnellement; on méconnaît ses actes de possession; ses titres de propriété, on requiert contre lui l'amende, la prison, on l'arrête même provisoirement et on l'écrase toujours de frais énormes.

Ce déplorable état de choses existe d'un bout du département à l'autre; car il suffit d'appliquer sur la carte le périmètre fixé par les procès-verbaux de délimitation, pour reconnaître que toutes les forêts, sans aucune exception, y sont comprises depuis Bonifacio jusqu'au Cap-corse. Il n'y a hors des serres de l'administration que le petit bois de la *Pinea* qu'elle a vendu et qui, située sur une pointe s'avancant dans la mer, semble s'élever au milieu des flots, fuyant la confiscation générale.

Le bureau d'Ajaccio, qui, au moyen d'une délimitation seulement provisoire, veut ainsi s'emparer du sol forestier en masse, est donc bien loin de reconnaître et surtout de pratiquer le vrai principe consigné dans le *Moniteur* et que nous avons rappelé plus haut, à savoir : qu'un acte de délimitation contradictoire n'est qu'un simple acte administratif sans influence envers les propriétaires. Une dissidence aussi grave tend à démontrer à toute évidence, ou que l'administration supérieure n'est pas comprise par ses agents en Corse ou que les prétentions et les actes de ceux-ci ne sont pas exactement connus à Paris. Car nous avons la conviction profonde que le gouvernement, qui fait tant pour notre Ile, ne saurait un seul instant tolérer le rude système forestier auquel on entend la soumettre.

Dans notre prochain numéro, nous examinerons

quelques autres points du *Moniteur*, en continuant à nous occuper d'une question qui est vitale pour notre pays.

M. Delattre, lieutenant-colonel du 51<sup>e</sup> de ligne a été nommé colonel du 49<sup>e</sup> de ligne en garnison en Corse.

M. le lieutenant-colonel De Salgny, qui commandait la place de Bastia depuis le mois de novembre 1839, vient d'être admis à la retraite. Il est remplacé par le colonel du 13<sup>e</sup> régiment de ligne.

La réduction d'une compagnie dans le 4<sup>e</sup> bataillon de chaque régiment vient d'avoir lieu en Corse à Ajaccio. Les soldats de cette compagnie viennent d'être renvoyés dans leurs foyers. La même mesure va être incessamment prise à Bastia. Elle a eu également lieu à Paris et sans doute dans les autres régiments du continent. On sait que cette réduction doit produire à l'Etat une économie de 33 millions et il est bon de la faire aujourd'hui que toutes les craintes de guerre sont dissipées.

La neige tombée la semaine dernière en assez grande quantité a causé d'assez grands dégâts dans différents cantons. A Murato, où elle s'est élevée à la hauteur de près d'un demi-mètre, un grand nombre d'oliviers ont éclaté par suite du froid. Les voitures qui, à cause du mauvais état de la route de Vivario à Bocogiano, ne pouvaient parvenir que jusqu'à Corte, ne peuvent plus même arriver jusqu'à la, la neige encombrant certaines portions de la route. Le bateau parti d'Ajaccio jeudi dernier n'est arrivé à Toulon que dimanche, après plus de trois jours de traversée et après avoir été forcé d'aller relâcher à St-Tropez. Enfin le *Golo* sorti une première fois du port de Toulon, vendredi, n'a pu repartir que dimanche et ce n'est qu'après une traversée des plus pénibles de quarante quatre heures qu'il est entré dans le port de notre ville, mardi matin, nous apportant à la fois les journaux et les lettres des deux courriers.

Un suicide a eu lieu dimanche soir à Bastia, avec des circonstances assez bizarres. Un soldat du 49<sup>e</sup>; qui servait un des officiers du régiment, s'est accroché avec un cordon assez long, au clou qui soutient à l'intérieur la sonnette placée à la porte d'entrée. Quand son maître est revenu le soir du spectacle grand a été son étonnement de voir la porte ouverte et plus grande encore a été sa surprise de trouver son soldat de planton sans vie au travers de la porte, le nœud coulant qu'il avait fait s'étant dénoué, sa première pensée a été de croire à un crime commis avec violence et à un vol. Mais il n'a pas tardé à être désabusé en ne remarquant chez lui aucune trace de désordre. On ignore complètement les causes qui ont pu porter ce malheureux à se défaire de l'existence.

A la suite des pluies de la semaine dernière un nouvel éboulement, ainsi que cela était facile à prévoir, a eu lieu sur la route de *Pietranera*, près des *Miaelli*. C'est au moins pour la quatrième fois que ces accidents arrivent. Jusqu'ici ils ont été à peu-près insignifiants, mais, pour peu que l'incurie dure, ils deviendront beaucoup plus graves. Une partie, très légère il est vrai, de la route est déjà minée, mais cette partie s'agrandira, au premier mauvais temps, les infiltrations des eaux augmenteront de léger dégât, et un beau matin cette partie de la route et le mur qui la soutient s'écrouleront et tomberont dans la mer. C'est ce

qu'il est très facile de prévoir et ce qu'il sera plus facile encore de prévenir. Ce sera peut-être une raison pour qu'on attende que le mal soit consommé et la route restera ainsi interrompue pendant deux ou trois mois, car le dégât sera dans ce cas, considérable. En donnant ce nouveau avis nous croyons devoir remplir un devoir et nous désirons que tout le monde fasse le sien.

Nous apprenons que la personne qui avait été, il y a dix jours, victime de l'accident arrivé sur le quai de Bastia, alors qu'on ramenait à terre un bateau chargé de vin a succombé à la blessure qu'elle avait reçue à la poitrine par le coup d'une des barres d'un bestiau rompu. En déplorant de nouveau un accident aussi déplorable, qui a eu une suite aussi funeste, nous croyons qu'il appartient à l'autorité de prendre des mesures sévères pour que pareils malheurs, ou des malheurs moins graves n'arrivent plus à l'avenir.

Par ordonnance royale du 4 novembre 1844 M. Giordani, Conseiller, a été nommé pour presider les assises du 1<sup>er</sup> Trimestre 1845, MM. les Conseillers Viale et Arena doivent l'assister en qualité d'assesseurs.

Voici la liste des Jurés, tirés au sort pour faire le service du premier trimestre :

MM. Cotti, Antoine-François, propriétaire et négociant à Ajaccio. — Marinetti, Gaetan-Silvestre, avocat à Bastia. — Lanzi, Laurent, mercier à Ajaccio. — Antoni-Antonetti, Vincent, propriétaire à Bastia. — Muzio-Olivi, Lucien, négociant à Ile-Rousse. — Arrighi, Dominique, propriétaire à Speloncato. — Salvini, Jacques-André, propriétaire à Nеща-Algajola. — Saliceti, Ange Mathieu, propriétaire à Oletta. — Saturnini-Vincelli, Jean-Baptiste, propriétaire à Lama. — Giuliani, Vincent, propriétaire et membre du conseil d'arrondissement à Muro, Algajola. — Costa, Jean, négociant et membre du conseil d'arrondissement à Ile-Rousse. — Simonetti Malaspina, Bonaventure, propriétaire à Ville-Belgodere. — Vinciguerra, Laurent-Baptiste, propriétaire à Olmetta, Oletta. — Filippi Ange, propriétaire à Vescovato. — Arrighi, Jean-Thomas-Napoleon, avocat, Corte. — Angeli, François-Hypolite, propriétaire, St-Florent. — Buttafoco, Sebastien, contrôleur des contributions directes, et membre du conseil général, Vescovato. — Marini, Xavier, propriétaire et avocat à Calenzana. — Orazz, Jean-Antoine, Notaire à Bastelica. — Maggi, Vincent, Mercier à Bastia. — Carabelli, Jean-Baptiste, capitaine en retraite, à Fozzano. — Olmetto. — Comparetti, Cesar-Augustin, propriétaire à Sariène. — Morlas Vincent, propriétaire à Oletta. — Cristiani, François-Xavier, chirurgien major en retraite, à Bastia. — Costa, Jean-Augustin, négociant à Ile-Rousse. — Casevecchie Antoine-Joseph, maire de la ville de Bastia. — Carbuccia, Louis, capitaine en retraite à Bastia. — Rocaserra, Jean-Paul, propriétaire à Sariène. — De Zerbi, Dominique-Marie, propriétaire et avocat à Bastia. — Colonna d'Istria, Laurent, propriétaire à Sollacaro, Petreto et Bicchisano. — Graziani, Charles-Luc, avocat à Bastia. — Tomasi, Jean-Baptiste, licencié en droit, à Pino. — Luri. — Quercioli, Joseph-Louis, notaire à Belgodere. — Ornano Jean-Baptiste, propriétaire à Ajaccio. — Scattoli, Joseph-Marie, notaire à Bastia. — Biguglia André, chef de bataillon en retraite à Biguglia.

*Jurés Supplémentaires.*

Gregori, Vincent propriétaire négociant à Bastia. — Campana, Jean-Bernard, prop. négociant à Bastia. — Carbuccia, Horace, propriétaire et avocat Bastia. — Giralt, Jean-Baptiste, pharmacien à Bastia.

— Par ordonnance royale du 20 décembre dernier, M. Rebours, aspirant ingénieur au service des ponts et chaussées du département de la Corse, a été nommé ingénieur ordinaire de 2<sup>e</sup> classe.

— Sur la proposition de M. le recteur de l'Académie de la Corse, M. le ministre de l'instruction publique, par son arrêté en date du 14 décembre 1845, a organisé pour l'exercice courant, le conseil académique de la manière suivante :

MM. Huart, recteur, président. — Bonchez, inspecteur de l'Académie. — Tiburce Sebastiani, pair de France, lieutenant-général, commandant la 8<sup>e</sup> division militaire. — Jourdan, préfet du département de la Corse. — Monseigneur l'évêque d'Ajaccio. — Cunéo d'Ornano, président du tribunal civil. — Sarrebayrouze, vicair-général. — Peraldi, maire d'Ajaccio. — Poli, procureur du roi. — Canro, régent de philosophie au collège communal. — Ornano, ancien consul-général. — Valentini, juge au tribunal civil. — Gerati, inspecteur des écoles primaires.

Mgr l'évêque d'Ajaccio, a nommé desservants des paroisses suivantes :

MM. Colbelloni, Ignace, à Tolla en remplacement de M. Massoni. — Jean, transféré à Cuttoli. — Colonna, Jean-Luc, à Suarella, en remplacement de M. Susini, Antoine, transféré à San-Martino. — Poli, Jean-Jérôme, à Grosseto, en remplacement de M. Colonna, Jean-Luc. — Quilichini, Louis, à Azilone, en remplacement de M. Franchi, Jean-César, décédé. — Massoni, Jean, à Cuttoli, en remplacement de M. Ottavi, Pascal, démissionnaire. — Gavini, Jean, a Cardo, en remplacement de M. Angeli, Benoît, transféré à Vallica. — Angeli, Benoît, à Vallica en remplacement de M. Gavini Jean. — Franceschi, Marc-Toussaint, à Castiglione, en remplacement de M. Cesari, Charles-François, démissionnaire. — Canazzi, Joseph-Marie, à Fozzano, en remplacement de M. Rocaserra, Antoine-François, transféré à Sollacaro. — Rocaserra, Antoine-François, à Sollacaro, en remplacement de M. Coltelloni, Ignace, transféré à Tolla. — Bonisoli, Dominique, à Propriano, en remplacement de M. Canazzi, Joseph Marie. — Susini, Antoine, à St-Martino, en remplacement de M. Poli, Jean-Jérôme.

Nous signalons avec plaisir au public un acte de désintéressement qui mériterait d'être imité. Monsieur le docteur Antonini, de Salice, vient de céder gratuitement toutes les parcelles de terrain nécessaires au redressement du chemin vicinal de Salice à Azzana.

L'un des bateaux à vapeur chargés de la correspondance avec le Levant, le *Rhamès*, que commande M. Gourdan, capitaine au long cours, a relâché à Ajaccio, le 31 décembre, venant de Civita-Vecchia. M. l'abbé Ravignan se trouvait à bord du *Rhamès*. Nous avons eu le plaisir d'entendre un instant ce célèbre prédicateur. La nouvelle repandue dans la matinée du 1<sup>er</sup> de l'an, que M. Ravignan devait monter en chaire avait attiré à la cathédrale un public nombreux et choisi. Bien que l'allocation de M. Ravignan ait été très-courte, il a néanmoins brillé. M. l'abbé Ravignan parle avec beaucoup de facilité, sa voix est pure et son langage fleuri. Il est vivement à regretter qu'il n'ait pu rester que quelques heures parmi nous.

(Journal de la Corse.)

— On nous écrit de Blidah :

J'ai eu déjà plusieurs fois occasion de vous entretenir des divers *razzia* que l'on a pris le parti de faire sur les tribus qui environnent Blid-

dah; jusqu'ici tout avait réussi à merveille et on n'avait eu à déplorer qu'un petit nombre de blessures plus ou moins graves, reçues par quelques soldats. Aussi le samedi de chaque semaine était attendu avec une sorte d'impatience par les troupes : peu d'heures suffisaient pour emporter un riche butin. Mais le pays que l'on s'était proposé de parcourir cette semaine, étant très difficile et peuplé de tribus guerrières (cabyles) on jugea nécessaire, afin de reconnaître le terrain, d'anticiper le départ d'une partie de la colonne destinée à opérer dans cette excursion.

Le 10 décembre M. le Lieutenant-Colonel Blangini reçut l'ordre de partir de Blidah, avec un détachement de 200 hommes; 80 chasseurs à pied du 3<sup>me</sup> bataillon commandé par le Capitaine Rossi et 120 hommes du 24<sup>me</sup> de ligne. Cette troupe se dirigea sur Ain-Thelazide sans laisser pénétrer à personne sa marche ni le but qu'elle avait à remplir. Ce n'est qu'en arrivant au camp d'Ain-Thelazide que le Lieutenant-Colonel Blangini réunit les officiers et leur fit part de la mission qui leur était réservée et du plan qu'il avait arrêté avec le Général Changarnier. Le mouvement devait être simultané; en même temps que la colonne d'Ain-Thelazide plongerait dans le ravin en suivant la Chiffa, le Général Changarnier devait partir du camp supérieur avec une forte colonne d'infanterie et le 4<sup>e</sup> Chasseur d'Afrique, se diriger sur cette rivière et la remonter jusqu'à ce qu'il pût faire sa jonction avec la colonne qui descendait vers lui.

Le lendemain avant le jour le Lieutenant-Colonel Blangini se met en marche. Il confie le commandement de 70 chasseurs à pied et 30 hommes du 24<sup>me</sup> de ligne au Capitaine Rossi; il lui adjoint un guide pour le conduire de manière à se trouver à la gauche de la colonne commandée par lui-même et lui ordonne de marcher de front sur la Chiffa, de ramasser tous les troupeaux qui seraient chassés dans la plaine par le Général Changarnier, et de mettre le feu à toutes les tribus qu'il trouverait sur son passage. Le Capitaine Rossi suit, avec son petit détachement et par d'affreux sentiers, son guide; mais à la pointe du jour s'apercevant que celui-ci s'est trompé de route (il se trouvait sur le versant opposé de la montagne du côté de Médéah) il fait tourner à droite, marche sur la Chiffa par des ravins abominables, ramasse un troupeau et fait incendier une tribu; mais le soldat s'étant livré au pillage, comme de coutume, les tribus voisines et celles chassées de la plaine par le Général Changarnier ont le temps de se réunir et de tomber sur la petite colonne. Dans ce moment difficile, le Capitaine Rossi ne perd point son sang froid ordinaire il examine d'un coup d'œil rapide les forces de l'ennemi et la position compromettante de ses soldats éparpillés, et il fait sonner la retraite à deux reprises différentes afin de retirer ses hommes des cabanes où ils se trouvaient au pillage. Mais ses ordres n'étant pas exécutés et le danger devenant imminent, ce brave militaire quitte sa position et s'élançant lui-même dans les cabanes, en chasse les hommes à coup de plat de sabre, jette le butin dans le ravin, force sa troupe à se réunir et à marcher par échelons, en donne le commandement à MM. Ezard et Roux officiers au 3<sup>me</sup> bataillon de chasseurs et confie la garde du troupeau à un jeune sous-lieutenant du 24<sup>me</sup> de ligne. C'est ainsi que par son énergie et son sang froid, le brave Capitaine Rossi est parvenu à sauver d'une destruction presque certaine le détachement qu'il commandait. Les trois officiers, que j'ai nommés, l'ont parfaitement secondé dans cette opération remarquable.

Le capitaine Rossi a battu en retraite pendant cinq heures dans des ravins impraticables étant con-

stantement cerné par l'ennemi. L'admirable fermeté dont il a fait preuve au plus fort du danger, il l'a conservée pendant tout sa marche. N'ayant aucun moyen de transport pour les blessés, il a plus d'une fois obligé ses troupes à ralentir le pas, afin de leur donner le temps de rejoindre et de marcher. Dans plusieurs mouvements offensifs il a fait éprouver à l'ennemi des pertes considérables; plus de 50 arabes sont restés sur le terrain. Les pertes du détachement qu'il commandait se sont élevées à 3 hommes tués et 5 blessés. En arrivant au camp supérieur, le colonel Blangini ayant fait son rapport au général Changarnier, M. Rossi a été complimenté par ce général devant toutes les troupes de la colonne.

Déjà M. Rossi s'était distingué au premier ravitaillement de Milianah, en tuant un cavalier arabe de sa main et en blessant le cheval d'un second; le 12 novembre, en descendant le col après le ravitaillement de Médéah, le capitaine Rossi a également donné des preuves de son intrepidité. Attaqué par plus de 60 cabyles, en quittant une position qu'il avait occupée avec 20 hommes seulement, pour protéger la marche de son bataillon il ordonne un simulacre de retraite, fait volte face, charge ensuite l'ennemi au pas de course et le rejette de l'autre côté du ravin après lui avoir tué 4 hommes. Il opère ensuite sa retraite en bon ordre sans avoir eu un seul homme blessé, si ce n'est sa figure brûlée par un coup de fusil tiré à bout portant. Et cependant l'étoile des braves ne brille pas encore sur la poitrine de ce digne militaire!

Le bateau le *Golo*, parti d'ici mercredi dernier à 10 heures est arrivé à Toulon, jeudi matin, d'assez bonne heure pour pouvoir repartir le soir à cinq heures pour Bastia, mais le mauvais temps l'a retenu en mer et ce n'est que samedi soir, à dix heures, qu'il a pu entrer dans le port de Bastia, après une traversée de plus de quarante-huit heures.

Le capitaine Bertocci, commandant la tartane l'*Assomption*, vient d'avoir le bonheur de sauver le bateau pêcheur le *St-Jean*, de 17 tonneaux, du port de Cette, commandé par le capitaine Soteau d'Arles. Voici dans quelles circonstances.

Parti d'Ajaccio le 25 décembre il a été pendant cinq jours battu par les vents contraires et la grosse mer. Le soir du 30 a jeté l'ancre dans le port de Tizzano. Le matin du 31 il a mis à la voile pour doubler les Bouches de Bonifacio, lorsqu'il est arrivé à la pointe de Rocapina, il aperçut un bâtiment qui allait à la dérive et qui était sur le point de faire un naufrage inévitable sur les rochers appelés *i Monaci*. Le capitaine Bertocci, n'écouterait que son courage, malgré la tempête qui l'exposait aux plus grands dangers, se dirigea vers le bâtiment, et il fut assez heureux pour arriver à temps. Un quart d'heure plus tard tout était perdu. Il a trouvé sur le bateau cinq hommes d'équipage expirants de faim et de froid et ne donnant presque aucun signe de vie. Les secours les plus prompts et les plus efficaces ont été donnés à ces malheureux qui se trouvaient dans un tel état de faiblesse, que ce n'est que quelques heures après qu'ils ont pu prononcer quelques mots pour donner des renseignements sur les causes qui les avaient amenés jusque là. Le capitaine Soteau a déclaré qu'il avait été surpris par un furieux ouragan et qu'il avait couru plusieurs jours sans savoir où il allait; et que se trouvant sans vivres ni eau à bord il y avait quatre journées entières que lui ainsi que son équipage ils n'avaient ni mangé ni bu. Il a déclaré aussi qu'un autre bateau qui avait été



surpris par la même tempête avait disparu sans qu'on sut où il était allé. Le capitaine Bertocci a voulu compléter sa bonne action, en remorquant ce navire jusques dans le port de Bonifacio.

C'est le 14 février que s'ouvre la session des assises de la Corse pour le 1<sup>er</sup> trimestre.

## Nouvelles Diverses.

Les bureaux de la Chambre se sont réunis le 3 Janvier lundi pour nommer la Commission de l'Adresse. Plus de 330 membres étaient présents. La discussion a porté en général sur le paragraphe du discours de la Couronne qui est relatif à la question d'Orient.

Répondant à M. Berville, qui blâmait la rentrée de la France dans le Concert européen, M. Passy a démontré combien le système d'isolement était impraticable. Il a ajouté qu'avec une politique ferme et résolue, la France était en état de peser suffisamment dans la balance de l'Europe. — M. Guizot a déclaré que la France, qui était au 29 octobre en mésintelligence avec les Puissances étrangères, avait retrouvé des relations réciproquement honorables. — M. Thiers n'a pris la parole que sur le paragraphe du discours de la Couronne qui concerne nos relations commerciales.

La commission nommée se compose ainsi qu'il suit :

1<sup>er</sup> Bureau : M. H. Passy, 2<sup>e</sup> M. B. Delessert ; 3<sup>e</sup> M. Lacave-Laplagne ; 4<sup>e</sup> M. Muret de Bord ; 5<sup>e</sup> M. Dupin ; 6<sup>e</sup> M. Dumon ; 7<sup>e</sup> M. Jacques Lefebvre ; 8<sup>e</sup> M. Fould ; 9<sup>e</sup> M. Bignon.

— Le roi a commué la peine de mort prononcée contre Quenisset, Colombier et Just Brazier : le premier sera déporté, et les deux autres subiront la peine des travaux forcés à perpétuité.

L'entérinement des lettres de commutation a eu lieu aujourd'hui samedi dans une audience que la cour des pairs a tenu à cet effet.

— La commission d'instruction de l'attentat du 13 septembre dernier s'est assemblée mardi au Luxembourg, et a demandé que quatre des condamnés envoyés à la prison du Mont-Saint-Michel fussent immédiatement amenés à Paris.

ESPAGNE. — On lit dans le *Correo nacional* du 30 décembre :

« Hier, le bruit a couru dans plusieurs cercles ordinairement bien informés, que l'ambassadeur français et toutes les personnes qui l'accompagnaient se disposaient à quitter cette capitale d'un moment à l'autre pour retourner à Paris. La grave question sur les lettres de créance resterait en ce cas sans solution, et le brusque départ de l'ambassadeur donnerait lieu à des craintes sérieuses. »

— Une lettre de Toulon contient ce qui suit :

Le 3<sup>e</sup> régiment de marine a été passé en revue ; on dit que ce régiment fournira quatre compagnies qui doivent aller tenir garnison dans la Nouvelle-Zélande, soit pour protéger la colonie française établie sur ce point, soit pour préparer à Noss-Baie les voies pour une colonie de condamnés semblable au Botany-Bay des Anglais. Les corvettes l'*Embuscade* et la *Bouzolet*, qui doivent prendre à bord ces compagnies, ont embarqué toutes les choses nécessaires à l'objet de leur mission ; des ingénieurs et quelques ouvriers d'état prendront passage à bord de ces bâtiments.

— Une lettre de Berlin porte qu'indépendamment du roi Frédéric-Guillaume, le duc régnant de Saxe-Cobourg, le roi des Belges, l'époux de la reine de Portugal et plusieurs membres de la famille royale de France, assisteront au baptême du prince de Galles.

— Nous apprenons de source certaine que M. le vicomte de Léautaud vient de faire vendre les diamants restés au tribunal de Tulle, pour le prix en être distribué entre les pauvres de Tulle et du Glandier.

ALGERIE. — Le gouverneur général a passé le 17 décembre la revue des hommes libérables de la garnison d'Alger. Il leur a adressé une allocution pour les engager à rester en Afrique, et à former le noyau de la population des villages fortifiés qu'on élève dans la colonie. 63 ont demandé à rester. Beaucoup d'autres, qui paraissent fort ébranlés, ont dit qu'ils voulaient consulter leurs parents et que probablement ils reviendraient.

Le 18, le gouverneur général, accompagné d'un nombreux état-major, s'est rendu à la colonie de l'Arracht, pour y ouvrir le labourage. Soixante charrues étaient réunies en avant de la Maison-Carrée. Le gouverneur a mis pied à terre et a tracé lui-même un sillon, de manière à prouver aux Arabes que ce n'était pas un coup d'essai. On s'est rendu ensuite à la Maison-Carrée, pour visiter les prisonniers. Madame Bugeaud a distribué des vêtements et des comestibles aux femmes et aux enfants ; le directeur de l'intérieur a exercé la même charité envers les hommes. Les Arabes ont paru touchés de cette humanité envers les vaincus, à laquelle ils sont si peu habitués.

— Il résulte d'un rapport au Roi du ministre de la guerre, daté du 17 décembre, que le ministre de la guerre s'est entendu avec le ministre des finances, afin qu'un certain nombre de places de gardes forestiers royaux et de préposés des douanes, qui dépendent de ce dernier, fussent réservées aux sous-officiers remplissant certaines conditions d'âge, de service, de conduite et de capacité. Au nombre de ces conditions est celle d'avoir, comme sous-officier, contracté et terminé un rengagement.

Cette mesure réalise une pensée conçue par l'empire ; elle avait été décrétée en 1817, mais n'avait pu jusqu'ici être mise à exécution.

— Pendant que nous jouissons ici de la plus douce température, dit une lettre de Bourg, il est tombé à Gex une telle quantité de neige, dans les journées de lundi et mardi de cette semaine, qu'il a fallu prendre des précautions pour soutenir les toitures des maisons, et pour tant elles se sont effaissées dans deux bâtiments. La neige s'était tellement amoncelée sur les arbres, que les branches rompaient, et que les arbres eux-mêmes se brisaient sous une pesanteur de neige vraiment extraordinaire. Ces dégâts sont même beaucoup plus considérables que ceux causés par l'ouragan de l'été dernier.

— M. Ganneron a déposé une proposition sur l'extension des incompatibilités. M. Ducos a déposé aussi une proposition ayant pour objet l'adjonction de la seconde liste du jury aux listes électorales.

— On assure que la commission du tombeau de l'Empereur est occupée, en ce moment, à dresser le programme du nouveau concours qui va prochainement s'ouvrir par suite de l'annulation du premier.

— On lit dans la *Presse* :

« Une lettre d'Alger, datée du 21 décembre, que nous recevons de notre correspondant, nous informe que des événements importants obligent M. le lieutenant-général Bugeaud de rester en Afrique et l'empêcheront de profiter du congé de deux mois qu'il avait demandé et qui lui avait été accordé. »

Cette nouvelle, dont nous garantissons l'exactitude, satisfera ceux qui n'avaient vu qu'avec peine et inquiétude M. le général Bugeaud s'éloigner, même pour peu de temps, du poste où il a déjà si bien justifié la confiance du gouvernement du roi.

## MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA

Du 7 au 14 Janvier 1842.

### ARRIVÉES.

Toulon. paquebot le Var, c. Cuneo, dépêches. Portoferraio. corsaire toscan l'Aigle, c. Giubilei, armé en guerre. Cagnano. gondole l'Assomption, c. Desanti, vin. S. Pellegrino. mistick l'Assomption, c. Thiers, châtaignes.

Livourne. paquebot le Sebastiani, c. Valzi, lest. Cagnano. gondole St-Antoine, c. Antonarsi, vin. Cagnano. gondole St-Pierre, c. Dominici, vin. Cagnano. gondole Trinité, c. Costa, vin. Naples. balancelle St-Philippe, c. Gaudino, lest. Toulon. paquebot le Golo, c. Valzi, dépêches. Macinaggio. gondole Conception, c. Damiani, v. Marseille. brick-golette l'Assomption, c. Guaitella, diverses march.

Portovechio. golette la Costance, c. Rogliano, bois.

St-Cyprien. feut la Conception, c. Mattei, blé. Alelia. gondole le Dérir, c. Lucinchi, bois.

Livourne. paquebot le Sebastiani, c. Valzi, div. march.

Marseille. brick-golette l'Antoinette, c. Mattei, diverses march.

Portovechio. gondole l'Hyver, c. Valéry, bois. Fiumorba. gondole Mantino, c. Cambiaggio, bois.

Toulon. paquebot le Golo, c. Valzi, dépêches.

### DÉPARTS.

Livourne. paquebot Pozzodiborgo, c. Valzi, lest. Toulon. paquebot le Var, c. Cuneo, dépêches.

Marseille. mistick l'Assomption, c. Thiers, chât. Livourne. paquebot le Sebastiani, c. Valzi, lest.

Toulon. paquebot le Golo, c. Valzi, dépêches. Naples. balancelle St-Philippe, c. Gaudino, anguilles vivantes.

Antibes. brick-golette St-Antoine, c. Guasco, châtaignes.

Macinaggio. gondole Sacré Cœur de Jésus, c. De-fendini, lest.

Le Gérant N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FARIANI.

SAMEDI 22 JANVIER 1842.

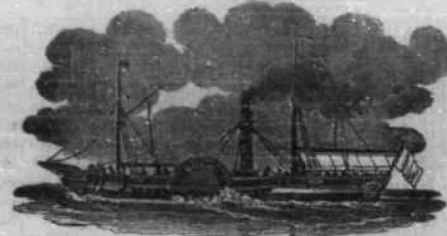
ON S'ABONNE A BASTIA

AU BUREAU DU JOURNAL

A PARIS

A l'Office-Correspondance d'Auguste DE VIGNY et Comp. Place de la Bourse N° 5, où l'on reçoit les annonces pour l'*Insulaire Français*.

Ce Journal paraît tous les Samedis.



# L'Insulaire Français,

JOURNAL POLITIQUE LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL.

Feuille d'Annonces Légales.

## Bastia.

ENCORE DU COLLÈGE ROYAL.

Depuis quelque temps nous nous sommes plu à constater à différentes reprises, que les travaux du Collège Royal avançaient avec assez d'activité pour qu'on put espérer qu'ils seraient complètement terminés, au mois de Juillet et que le Collège Royal pourrait être organisé pour la rentrée prochaine. En agissant ainsi nous voulions être justes et reconnaître les efforts qu'on faisait ; mais depuis quelque temps cette célérité semble frappée de stérilité, sans que nous en sachions la cause, sans que nous ayons même besoin de nous en enquérir, pour nous plandre énergiquement de cette injustifiable lenteur. Tout ce que nous savons, et ce que l'autorité municipale ne doit pas perdre de vue, c'est qu'une adjudication publique a été contractée et que c'est à l'autorité municipale à veiller strictement à l'exécution des conditions librement acceptées et acceptées, sans doute, avec connaissance de cause. L'autorité municipale a entre les mains un moyen d'imprimer aux travaux l'impulsion nécessaire, la promptitude voulue. C'est pour elle un devoir rigoureux d'user de son droit, c'est pour la ville une nécessité impérieuse de sortir au plus vite des embarras financiers qu'impose le collège, embarrass momentanés, qu'il dépend d'abréger encore avec un peu de bonne volonté et d'énergie et qui ensuite doivent tourner à l'avantage de la ville. Qu'on agisse donc et qu'on montre qu'on veut véritablement et sérieusement sortir cette année d'un provisoire qui ne dure que depuis trop long-temps déjà.

Répétons nous ici les calculs que nous avons faits à diverses reprises et qui devraient stimuler le zèle le plus refroidi ? Il le faut bien puisqu'on paraît les avoir oubliés.

Le Collège actuel coûte à la ville 23,000 fr. à peu-près par an. Sur cette somme il faut déduire 3,000 fr. qui entrent dans la caisse communale par suite de la rétribution des élèves qui fréquentent le collège. Le découvert de la ville n'est donc réellement que de 17,000 fr. par an. Eh ! bien aussitôt que le Collège Royal sera ouvert ce découvert sera réduit à 13,000 fr. C'est donc une économie annuelle de 7,000 fr. qu'il s'agit d'opérer dans l'intérêt de la caisse municipale. Or 7,000 fr. c'est une somme considérable pour une ville qui n'est pas riche, pour une ville qui a des besoins nombreux en souffrance et aux

quels il importe de satisfaire le plus promptement possible. Cette économie, on pourrait la réaliser pour le budget de 1843, si le collège royal s'ouvrait au 1<sup>er</sup> octobre prochain, ou au 1<sup>er</sup> janvier 1843 au plus tard. Comment, quand on a le droit de son côté, quand les engagements pris assurent à la ville cette ouverture, comment donc reculer, hésiter, tergiverser, pourquoi ne pas aller droit au but et le plus promptement possible ? Voilà trois ans et demi que l'ordonnance qui érige le collège de Bastia en collège royal a paru (1). Voilà deux ans au moins qu'il devrait être organisé. Vent-on s'exposer à ajouter encore une troisième année de retard à ces retards déjà si difficilement justifiables ? Anx 14,000 fr. que la ville aurait pu se dispenser de payer, veut-on en ajouter encore sept ou quatorze mille autres ? On serait tenté de le croire, à voir le peu d'énergie qu'on apporte aux travaux en ce moment.

Nous savons bien qu'on peut justifier, jusqu'à un certain point, ces retards dont nous nous plaignons, par les lenteurs administratives qui en France, malheureusement entravent tout, sous le prétexte de tout contrôler, alors que ce contrôle sérieux est si difficile à trois cents lieues de distance, mais si ces retards peuvent servir d'excuse pour le passé, il en serait autrement si à ces retards déjà si interminables, on ajoutait ses propres retards et si on ne puisait pas dans cette expérience toute récente une leçon pour éviter de commettre la même faute que par le passé. Ainsi il y a six mois, au moins, nous signalions la nécessité de procéder promptement à la confection du mobilier. Eh ! bien aujourd'hui cette question, si nous ne nous trompons, en est encore au même point et rien n'indique qu'on songe à la faire trancher promptement et cependant sa solution est d'une impérieuse nécessité (2).

Pour obtenir le mobilier, il faut d'abord que la ville ait l'autorisation du ministre de l'intérieur de mettre sa livraison en adjudication et pour recevoir cette autorisation il faut que la demande aille à la sous-préfecture de Bastia, à la préfecture d'Ajaccio, puis aux bureaux du ministre de l'intérieur et ensuite il faut que la permission, pour

(1) L'ordonnance royale est du 24 août 1838, et nous sommes en 22 janvier 1842. Voilà quarante mois d'écoulés et il y a six mois à peine que les travaux ont été entrepris sérieusement. Il y a donc en trente-quatre mois d'a peu-près perdus : sur ces trente-quatre mois retranchons en 12 pour les fournitures voulues il restera donc aujourd'hui 22 mois ou près de deux ans qui n'ont été employés à rien. N'est-ce donc pas déjà trop comme cela ?

(2) La somme demandée pour le mobilier du collège est absolument la même que celle qui est exigée des villes de La-vel et de Mécen pour leurs collèges royaux.

NEUVIÈME ANNÉE, N° 4.

### PRIX D'ABONNEMENT

#### POUR LA CORSE.

POUR UN AN . . . . . 16 fr.  
POUR SIX MOIS . . . . . 8  
POUR TROIS MOIS . . . . . 4  
POUR LE CONTINENT . . . . . 20  
POUR L'ÉTRANGER . . . . . 24

#### PRIX D'INSERTION.

Diverses . . . . . 40 cent.  
Judiciaires . . . . . 35.

nous arriver, suivre la même filière. Sans doute avec un peu de bonne volonté ces lenteurs peuvent être abrégées et cette bonne volonté, nous pouvons y compter au moins pour la Corse. M. le préfet, dans sa dernière visite à Bastia, a témoigné tout l'intérêt qu'il portait au collège royal, il a déclaré à diverses reprises qu'il ferait tout ce qu'il était en lui pour hâter cette organisation ; il a même voulu visiter le collège en détail, pour s'assurer par lui-même de l'état des travaux ; nous devons donc compter sur son concours ; mais à Paris trouverons nous dans les bureaux, ou dans les préoccupations très naturelles du ministre, au milieu ou au commencement d'une session législative et malgré toutes les démarches que ne manquera pas de faire notre députation, toute l'activité que réclamerait notre juste impatience ? On peut raisonnablement en douter. Quand nous donnerons trois mois à ces allées et à ces venues, ce ne sera certes pas trop. Nous voici donc arrivés au mois de mai avec l'autorisation pour l'adjudication. Mais avant de pouvoir l'effectuer, il faudra bien encore un mois, car il est des conditions de publicité dont la ville ne peut se dispenser, et dans son propre intérêt et parce que la loi le veut impérieusement. Nous atteignons ainsi le premier juin et pense-t-on que ce sera trop de trois mois pour confectionner un mobilier aussi considérable que celui qui est exigé pour le collège royal ? Ce serait donc à grand peine que ce mobilier, si on s'y prenait même dès aujourd'hui, pourrait être installé vers le mois de septembre, quelques jours tout au plus avant la rentrée des classes. Que sera-ce si on attend encore, si on remet encore à demander cette autorisation qui, depuis quatre mois, devrait être entre les mains de l'autorité municipale.

Nous savons bien que quelques esprits, qui se rebutent à des misères, qui ne sont jamais pressés, qui ont toujours le temps d'attendre parce qu'ils ne supportent pas les charges de la caisse municipale, vont se dire que le collège ne pourra être ouvert qu'au mois de janvier, et qu'il n'y a pas péril en la demeure ; qu'on a tout le temps possible. Avec ce système on se condamne à s'immobiliser dans un statu quo ruineux, préjudiciable aux intérêts de la ville, aux intérêts de la Corse. Il ne faut donc pas dire que le collège ne peut s'ouvrir qu'au mois de janvier ; il ne faut pas même le penser ; au contraire il faut dire tout haut, bien haut qu'il s'ouvrira au 1<sup>er</sup> octobre et agir en conséquence et bien se répéter que cela ne dépend que de la bonne volonté, que de l'activité qu'on déploiera à cet égard. Comment !



il ne faudrait qu'avoir un peu d'énergie, que se mettre en mesure pour ne pas se condamner à de nouveaux retards; il ne faudrait qu'écrire une douzaine de lignes au ministre de l'intérieur pour doter, dans six mois, la ville d'un établissement important qu'elle attend depuis bientôt quatre ans, dont elle a salué l'annonce avec tant d'enthousiasme; et il ne faudrait qu'un peu d'énergie pour opérer une diminution notable dans le budget des dépenses de la ville, et on hésite à agir, alors que cette hésitation ne sert à rien, ne diminue en rien les sacrifices que la ville a acceptés avec tant d'empressement et qui doivent lui devenir si profitables. Non, vous vous trompez, vous n'avez pas le temps. Tout manque pour ceux qui ne savent pas se presser. Le temps aussi est un capital qu'il ne faut pas laisser endormir, en administration surtout, où le temps s'écoule si vite alors que les formalités sont si longues, les paperasseries si nombreuses. Avec ce système vous arriverez au premier janvier 1843 sans avoir rien fait, comme vous êtes arrivés au mois de janvier 1842 sans avoir rien obtenu. N'en voilà-t-il pas assez pour se réveiller en feu?

Nous insistons avec quelque vivacité sur cette question, parce que le provisoire dans lequel nous vivons depuis trois ans est devenu de plus en plus fâcheux; parce qu'il entraîne avec lui des conséquences déplorablement parce que Bastia dépense chaque année, des sommes dont elle a un besoin si urgent pour subvenir à d'autres besoins non moins pressants, non moins respectables. Nous insistons avec vivacité parce qu'il n'y a pas de raison pour que ce provisoire ne dure pas encore un an, deux ans, trois ans. Nous n'accusons les intentions de personne: tout le monde ici ne peut vouloir que la prospérité de notre ville, mais de bonnes intentions ne suffisent pas: il faut encore des œuvres, de l'énergie et c'est là un peu ce qui manque. Ayons donc foi en nous mêmes, et nous aurons bonne volonté, et le collègue, cela ne dépend que de nous, s'ouvrira au mois d'octobre et à dater du 1<sup>er</sup> janvier 1843 la ville pourra disposer de 7,000 fr. de plus par an, soit pour l'enseignement primaire supérieur, soit pour des salles d'asile, soit pour des fontaines, soit pour couvrir l'intérêt d'un nouvel emprunt dont la ville aura besoin pour son palais de justice, pour sa mairie. Hélas! nos besoins ne sont que trop nombreux, nos ressources que trop restreintes: n'allons donc pas les diminuer par notre faute et comme à plaisir.

## FORÊTS.

L'article du *Courrier Français* du 28 novembre a reproché à l'administration forestière, au sujet des procès soulevés par son déplorable système, de susciter des lenteurs interminables et d'épuiser les formes judiciaires, de manière à lasser et à ruiner, malgré tout leur bon droit, ceux qui ont le malheur de plaider contre elle. Le *Moniteur* répond à cela que jusqu'à présent le seul arrêt, qu'il ait rendu, en cette matière, la cour royale de Bastia, a été déferé à la cour de cassation non par le Domaine mais par ses adversaires. Cette réponse est subtile, mais elle n'est pas heureuse et prouve ce que nous disions dans notre dernier numéro, c'est-à-dire qu'à Paris les faits ne sont pas exactement connus et qu'il y a quiproquo flagrant entre le bureau d'Ajaccio et l'administration supérieure sur les pensées et sur les actes.

En effet, l'arrêt de la Cour de Bastia, contre lequel il existe un recours en Cassation, a trait à un procès relatif au domaine du *Migliacciato*, pour lequel l'administration a intenté une action directe en revendication, comme ayant fait retour à l'Etat à raison d'un lien emphytéotique. Or, il s'agit là d'un procès entièrement étranger à ce

qui se rattache à la délimitation et qui ne peut nullement être cité pour exemple. Car les litiges, sous le joug desquels le mauvais vouloir de quelques bureaucrates menace de retenir éternellement toute la propriété forestière en Corse et dont parle le *Courier*, sont ceux qui surgissent de la délimitation elle-même et non ce qui tient à tout droit que l'Etat peut croire devoir poursuivre en dehors de cet acte administratif. Nous ne concevons pas que le *Moniteur* ait pu prendre le change à cet égard.

Quoique il en soit et le vrai sens des choses ainsi rétabli, comment est-il possible que le bureau d'Ajaccio trouve le moyen de se laver du reproche d'avoir jeté la propriété forestière dans un labyrinthe litigieux, inextricable, et de négliger tout effort pour l'en tirer, en usant, au contraire, de prétextes dilatoires et de subtilités peu convenables pour prolonger indéfiniment une situation désastreuse?

Après la délimitation à laquelle il a été procédé, on devait s'empressement pour tout fixer, d'en venir au bornage définitif par des mesures contradictoires, selon que l'indiquait la loi d'accord avec la justice et la raison la plus vulgaire. Il y avait des oppositions: il fallait les vider. Toute secret était là; et l'on aurait évité le scandale et la perturbation. Au lieu de cette marche, si naturelle, si simple, on s'est posé partout en possesseur violent, formidable; armé de la délimitation homologuée, on s'est tenu pour dispensé de toute autre mesure; foulant aux pieds tous les anciens droits, on a déclaré l'Etat saisi de toutes les forêts comprises dans le périmètre mesuré. Cette déclaration s'est annoncée par l'agression brutale, c'est-à-dire par la main des gendarmes saisissant les ouvriers qui travaillaient dans les forêts d'ordre des propriétaires, et par les assignations en police correctionnelle. Les agents forestiers n'ont pas pris la peine de faire statuer par la voie civile sur une seule opposition; et quand, devant les tribunaux correctionnels, la question préjudicielle proposée a été admise, ils ne se sont pas mus davantage. Ainsi, ce sont les propriétaires qui se sont vus contraints, en tout lieu, de provoquer les décisions judiciaires sur leurs droits et sur les oppositions par eux faites lors des procès verbaux de délimitation, et de suppléer, de la sorte, à leurs frais, à l'action en bornage que le but de l'opération mettait nécessairement à la charge de l'Etat.

Mais ce n'est pas tout encore que le poids onéreux des procès, rejeté sur les malheureux dépossédés; et c'est ici que porte, dans toute sa sérieuse gravité, le reproche des lenteurs employées par le bureau d'Ajaccio. Nous avons parlé, dans notre dernier numéro, des étranges difficultés élevées à l'égard des titres les plus certains: libre sans doute à Messieurs du fisc d'apprécier à leur façon les actes et les jugements qui pour tout autres constituent les preuves les plus puissantes que le droit consacre, et de se créer, quant à ce, un code et des principes à part. Mais ce qu'ils ne devraient pas se permettre, ce nous semble, c'est de trainer, par des détours de procédure et de délai en délai, les infortunés plaideurs qu'ils forcent de recourir aux tribunaux.

Aux faits péremptoires constatés par les jugements cités dans la réponse de M. Blanqui du 30 décembre, nous devons ajouter sur le procès jugé par le tribunal de Corte le 24 novembre dernier quelques détails qui feront mieux connaître comment procède le bureau d'Ajaccio.

Dans cette espèce, les propriétaires avaient fait leur opposition, dont on n'avait tenu aucun compte comme de toutes les autres, et ils ont été contraints d'en suivre eux-mêmes les conséquences pour la solution de leurs droits. A cet effet, ils ont présenté, le 24 août 1840, le mémoire

préalable, exigé par la loi, avec leurs titres à l'appui.

— Le 6 novembre, ils ont assigné et fait sommation de leur rendre les titres déposés. — Le 21 janvier 1841, ils ont été obligés de prendre un jugement par défaut ordonnant la restitution de ces titres. Ce n'est que par ce moyen qu'ils ont pu obtenir qu'enfin on les leur rendit. Toutefois, M. le procureur du roi a demandé remise sur remise, n'ayant reçu de l'administration ni renseignements, ni pièces. — Le 21 juillet, la cause a été fixée pour tout délai au 11 août. C'était là un délai de rigueur; et les propriétaires se croyaient sûrs d'en terminer. Mais il leur a fallu décompter. — Le 10 août, tout précisément la veille du jour fixé, on leur a notifié un mémoire rédigé par l'administration, portant que, n'ayant pas eu le temps d'informer M. le ministre des finances de la cause, laquelle était à l'état d'examen, on était forcé de demander au tribunal un nouveau délai. Malgré les justes et vives réclamations des propriétaires, ce délai a été encore accordé, et l'affaire a été remise à la quatrième audience après les vacances. — Au lieu d'être appelée à la quatrième audience, elle ne l'a été qu'à celle du 24 novembre: Eh bien! quel est le crime? On a osé reproduire la demande d'un renvoi; on a répété que le ministre n'était pas informé, que la cause était à l'état d'examen. Alors, pourtant, la longanimité du tribunal s'est trouvée épuisée et il a condamné les injustes prétentions de l'administration forestière par son jugement où est consignée la preuve de tous les retards apportés par les agents du Domaine.

Qu'ajouter après de tels faits, dont il est impossible d'atteindre l'accablante vérité; et comment veut-on qu'il ne s'élève pas contre de pareils procédés une clameur universelle? Pendant des années entières le bureau d'Ajaccio tient un procès à l'état d'examen; il n'en informe seulement par le ministre: ce sont ses agents eux-mêmes qui le déclarent dans leurs mémoires, qui le font proclamer à l'audience. Et cette admirable façon de faire, ou plutôt de ne rien faire, qu'on révèle si ingénument, nous la retrouvons à l'ordre du jour dans toutes les affaires qui se rattachent à la délimitation; nous pourrions citer mille faits attestant cette triste réalité.

Ah! certes, ce n'est pas de la sorte que l'on doit servir la chose publique. Vous prétendez que des usurpations ont été commises dans les forêts de la Corse au préjudice de l'Etat: soit. — Mais procédez par de tout autres mesures pour soutenir les droits qui vous sont confiés. Agissez promptement, loyalement, avec la convenance, la dignité que commande toujours, et surtout envers de faibles particuliers, la position élevée de l'Etat. Ne demeurez pas dans une condamnable apathie sur la vérification des droits dont vous avez la garde sacrée, pour recourir qu'à la voie agressive des faits. Ces droits, sur lesquels vous vous fondez pour traduire les propriétaires des forêts au correctionnel, sont, tout d'abord, passablement suspects, puisqu'au lieu de 21,000 hectares de sol forestier que l'Etat, jusqu'ici, s'était borné à posséder, vous vous êtes avisés, un beau matin, de lui en attribuer 129,000 hectares; en quoi il faut convenir que vos devanciers ont été de grands niais ou de grands négligents de n'avoir pas fait eux-mêmes une si importante découverte. Mais ces droits, tout suspects qu'ils sont, si vous voulez les faire valoir, usez toutefois, pour votre but, d'autres moyens que ceux que vous employez. Car tourmenter, tantôt par des tracasseries actives tantôt par des lenteurs d'inertie, toute la propriété forestière de la Corse, c'est s'écarter de tout ce qui tient à l'équité et au droit, c'est méconnaître essentiellement la pensée de l'administration supérieure, c'est violer, de la manière

la plus manifeste, les intentions paternelles du Gouvernement pour notre île. Voilà ce que nous croyons de notre devoir de dire à Messieurs du bureau d'Ajaccio.

Et quel résultat avantageux peuvent-ils promettre à l'Etat par leur système d'envahissement et de vexation? Les 21,000 hectares de forêts du Domaine n'ont donné lieu jusqu'ici qu'à des dépenses de conservation, sans aucun produit: l'énorme quantité qu'on veut y joindre n'aboutira certainement qu'à une forte augmentation de frais, sans rien produire de plus.

La propriété forestière commençait, néanmoins, à sortir de l'espèce d'interdit, de la non valeur où elle était plongée. Les Compagnies, attirées par les richesses qu'offre notre sol si on peut l'exploiter, ont contracté pour des bois appartenant soit à des communes, soit à des particuliers. Des propriétés, auparavant improductives et nulles, ont été payées, à des prix tout-à-fait inespérés, à leurs possesseurs. L'industrie s'apprêtait à les mettre en exploitation au grand avantage de la Corse en particulier, du commerce en général et surtout de nos chantiers maritimes qui manquent de bois de construction. Mais le zèle malencontreux de nos bureaucrates forestiers d'Ajaccio est venu arrêter violemment ce mouvement si heureux, et, en créant, pour nos forêts, un épouvantable cahos, les replonge dans leur néant primitif.

Nous ne pouvons vraiment nous expliquer un aveuglement aussi inconcevable. Réduire des milliers de familles à la mendicité, expulser les Compagnies accablées d'énormes pertes et forcées de renoncer à toutes leurs entreprises, ruiner et le présent et l'avenir de notre département, exaspérer les populations: telles sont les inévitables conséquences qu'on tend par une pente fatale.

A Dieu ne plaise que nous voulions ici exciter nos concitoyens par des provocations imprudentes, pousser à l'incendie des forêts, ou signaler les agents du bureau d'Ajaccio aux animosités publiques, comme le *Moniteur* l'attribue aux plaintes qui se font entendre! Nous fessons retentir nos paroles dans le pays pour calmer, au contraire, les esprits, pour faire savoir aux propriétaires dépossédés que leurs droits sont défendus, que des voix généreuses réclament pour eux, que surtout la voix si puissante de l'honorable M. Blanqui fait connaître, avec énergie, avec cette éloquence persuasive qui lui est propre, les faits et la vérité tout entière. Dès que le mal est révélé, le remède ne tardera pas. Les Corses ont foi dans le Gouvernement dont ils ressentent et savent apprécier la bienveillance et les bienfaits: ils attendront avec confiance les effets de sa justice.

ALGERIE. — Le paquebot le *Sphinx*, venant d'Oran, a porté à Alger des nouvelles d'une haute importance.

Abd-el-Kader a été déposé par les siens. Les tribus du côté d'Oran se sont mises à sa poursuite et l'ont refoulé à l'intérieur. L'émir est à peu près seul, et en pleine fuite. (Une autre correspondance annonce qu'il s'est retiré sur le territoire de Maroc.) Presque toutes les tribus de la province d'Oran ont fait leur soumission et se sont nommées de scheicks. Nos troupes se disposaient à couper l'embouchure de la Tafna.

La Chambre des Pairs a adopté son adresse en réponse au discours du Trône. — La Chambre des Députés a entendu la lecture du projet de réponse rédigé par la commission. — Le *Sphinx* a été cité à comparaître devant la Chambre des Pairs pour un article du 12, dont M. Chambré, député et rédacteur de ce journal, avait reconnu l'auteur. — M. de Salvandy a quitté Madrid, en y laissant toutefois le second secrétaire d'ambassade.

— Le gérant et l'imprimeur du *Charivari* ont été condamnés, le premier à 2 années d'emprisonnement et 5,000 d'amende et le second à 6 mois de prison et à 2,000 fr. d'amende.

## COUR ROYALE DE BASTIA.

(Chambre Correctionnelle.)

Affaire des frères Valerj contre Ant. Bonelli et le gérant de la *Sentinelle de la Marine*.

LOUIS-PHILIPPE, roi des Français, à tous présents et à venir salut.

La cour royale de Bastia, chambre des appels de police correctionnelle, a rendu l'arrêt suivant: Sur l'appel émis par Bonelli Antoine, marin demeurant à Bastia le trois décembre dernier, contre le jugement rendu par le tribunal correctionnel de Bastia, le vingt-neuf novembre précédent, qui l'a déclaré coupable d'avoir diffamé Jean Mathieu et Joseph frères Valerj, négociants, demeurant à Bastia, au moyen d'un article inséré dans le journal la *Sentinelle de la Marine* qui s'imprime à Toulon, et l'a condamné à vingt-cinq francs d'amende et aux frais.

Et sur l'appel émis par les susdits frères Valerj parties civiles les quatre décembre précité contre le jugement susdit, parce qu'il n'a pas été fait droit à leur demande en dommages-intérêts et que le tribunal a renvoyé des poursuites le sieur Ciceron père gérant du journal la *Sentinelle*.

Où M. le conseiller Andrau-Moral dans son rapport.

Où le prévenu dans son interrogatoire et M<sup>re</sup> Casella avocat dans ses moyens de défense.

Où M<sup>re</sup> Camoin et Caraffa pour les parties civiles qui ont conclu à ce qu'il plaise à la cour faire droit à la demande en dommages-intérêts au taux qu'il plaira à la Cour de fixer.

Où M. Sigaudy substitut qui a requis à ce qu'il plaise à la Cour lui donner acte de ce qu'il interjette appel contre le jugement dont s'agit et par suite y faisant droit et statuant par nouveau jugé et par application des articles treize et dix-huit de la loi du 17 mai mil huit cent dix-neuf, vingt-six de celle du 26 mai de la même année, tout en confirmant la peine infligée par les premiers juges, ordonner, que le présent arrêt sera affiché aux frais du prévenu au nombre de cinquante exemplaires.

Après en avoir délibéré: Attendu qu'il résulte des pièces du procès et des débats qu'à l'occasion de l'établissement à Bastia des bateaux à vapeur l'ambassadeur Pozzo di Borgo et le maréchal Sebastiani, une polémique a été engagée par Jean Bonelli, et Marini Joseph Augustin, contre le gérant desdits bateaux à vapeur; que lesdits Bonelli et Marini ont fait insérer dans le N<sup>o</sup> 1,435 du trente juin 1840 du journal la *Sentinelle de la Marine* une première lettre dans laquelle il se plaignaient en termes peu ménagés de ce que la cupidité de quelques spéculateurs avides avait par l'établissement de ces bateaux plongé la marine marchande de Bastia dans la misère la plus affligeante; qu'en réponse à cette lettre, le journal l'*Insulaire Français*, publié de son côté, et sous l'inspiration sans doute des dits gérants, un article dans lequel refutant les arguments produits contre ces derniers, il avançait que jamais cette marine n'avait été plus florissante, et que ce fait résultait de la construction de nombreux bâtiments à voile dont quelques-uns faisaient des voyages au long cours; qu'enfin Antoine Bonelli a fait insérer, dans le numéro du six août suivant dudit journal la *Sentinelle*, une deuxième lettre où se trouve entre autres le passage suivant:

« Ayant été forcé d'avoir recours à un journal du continent pour y faire insérer nos justes réclamations, nous l'enrichirons plus tard, si on y donne lieu, des trésors historiques et de la noble généalogie d'un des premiers agents de l'en-

treprise des bateaux à vapeur le Sebastiani et le Pozzodiborgo. Vous aurez alors le loisir de le contempler sous son rapport moral et sous celui de la fortune; vous verrez ensuite les autres actionnaires de l'entreprise placés à propos dans la catégorie qui leur est propre, soit comme prétendus propriétaires de bâtiments à voiles, soit en occupant des emplois etc. etc.

« Nous parlerons de cet essor inespéré, dites-vous, qu'a pris la marine à voile et des constructions extraordinaires, qui, d'après votre ampouleuse amplification, feraient de Bastia la ville la plus commerçante d'Europe et dont les vastes chantiers auraient paru tout d'un coup comme par enchantement. Que l'amplification a de ressources! O amplification que ex parva magna facit! C'est tellement vrai, dites-vous, qu'un de nos navires, chose jusqu'ici inouïe! a vu les parages de l'Amérique. Mais pourquoi, Monsieur le rédacteur, vos champions à vapeur ne vous ont-ils pas informés sans amplification sur les résultats de cette chose inouïe! C'est vrai; comme il est aussi inouï que ce même bâtiment a coulé à fond en plein calme à l'entrée d'un port!!! Vous pourriez même dire, Monsieur le rédacteur, qu'en Amérique l'on est moins soupçonneux que notre législation. Chez nous les malheurs amenés par l'incapacité ou l'inexpérience des marins sont bien souvent qualifiés comme crimes, et vous devez, sans doute, en savoir quelque chose. Ce qui est bien sûr, c'est que ce jeune capitaine que vous dites de fraîche date et de peu d'expérience aurait peut-être évité ou par science spéciale ou par une sage réflexion ce malencontreux accident. Nous ne voulons pas pour le moment pousser plus loin une polémique dans laquelle nous n'avons eu à combattre que des audacieuses exagérations. Le public impartial qui juge sur les lieux et en pleine connaissance de cause, saura avec sa décision imposante distinguer le vrai du faux. Si nous sommes forcés néanmoins de nous engager dans un nouveau débat, soyez persuadé, M. le rédacteur, que quelque un de vos champions à vapeur aurait même part de gloire dans cette lutte. Le proverbe italien pourrait trouver son application:

« Che chi cerca il can che giace,  
Prova quel che gli dispiace.

Signé ANTOINE BONELLI.

Attendu qu'on rencontre dans les allégations contenues dans cette lettre tous les caractères de la diffamation en ce que les frères Valerj et spécialement l'un d'eux, le chef de la maison, sont signalés comme étant d'une moralité suspecte et ayant acquis leur fortune par des moyens peu honorables; qu'enfin on leur reproche de manière à ce que personne ne puisse s'y méprendre, d'avoir fait périr frauduleusement un navire leur appartenant sur une mer calme et à l'entrée d'un port; que ces différents faits, bien qu'articulés avec une perfide restriction sont néanmoins assez précis pour que le public, celui de Bastia surtout, puisse les appliquer sans hésitation aux frères Valerj et à leurs spéculations commerciales.

Attendu que s'il est vrai que l'action en diffamation ne peut être exercée utilement, qu'autant que la personne qui se prétend diffamée est nommée ou au moins clairement désignée, il ne l'est pas moins que la dernière de ses deux conditions se rencontre en l'espèce et qu'en donnant aux personnes, objet de ses attaques, la qualification du gérant des bateaux à vapeur le Pozzodiborgo et le Sebastiani, l'auteur de la lettre incriminée a suffisamment et assez clairement désigné les frères Valerj qui seuls ont droit de prendre la dite qualification.



[illegible]

sonnement que nous présentons. Non seulement il y aurait économie pour la ville à terminer promptement tout ce qui est relatif au Collège, mais sortir de ce provisoire et des embarras qu'il crée est pour la ville une condition *sine qua non* pour pouvoir aborder d'autres entreprises, qui ne sont pas moins urgentes. Les ressources de la ville sont bornées et il est du devoir d'une bonne administration de proportionner les dépenses aux ressources. Dans la lettre que nous reproduisons plus haut, on parle de la nécessité de s'occuper promptement du Palais de Justice; cette nécessité nous la comprenons plus que personne et c'est précisément parceque nous voulons la fin que nous désirons qu'on prenne les moyens les plus efficaces d'attendre ce but. Or l'un des moyens les plus efficaces est sans contredit de se débarrasser des travaux actuels, en agissant avec énergie et esprit de suite, en prenant, dès aujourd'hui, les mesures nécessaires, et qui sont indispensables pour voir le plus promptement possible la fin de cette entreprise. A force d'attendre, d'ajourner, de remettre, les difficultés se compliquent, les embarras s'accroissent et ce ne sera pas en prolongeant encore d'une année ce provisoire de deux ans qu'on trouvera des ressources pour le Palais de justice. Est-ce







